



MWANGAZA PEACE

RAPPORT D'ÉVALUATION FINALE

PROJET « APPUI A LA COHESION SOCIALE ET LA RESILIENCE DES COMMUNAUTES AFFECTEES PAR LA FORCE DE RESISTANCE PATRIOTIQUE D'ITURI (FRPI) »

EQUIPE DE L'ÉVALUATION :

- 1) MAZIO HERI Jean Marc : expert en genre et stabilisation.
- 2) ODIMO LOKOMBE Pierre : expert en gouvernance sécuritaire et conflit.

Email : mwangazapeace@gmail.com



International Organization for Migration (IOM)
The UN Migration Agency

trōcaire
Working for a just world.



AVRIL 2023

RESUME EXECUTIF

Le présent rapport d'évaluation finale du projet « Appui à la cohésion sociale et la résilience économique de communautés affectées par la Force de Résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI) » apprécie les progrès accomplis vers la réalisation des résultats escomptés dudit projet. En effet, ce projet a été exécuté par le consortium constitué de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) et les Organisations Non Gouvernementales (ONG) Trocaire appuyé par l'Association pour la protection de l'enfance au Congo (APEC) et Cadre d'Appui pour la Recherche des Solutions (APEC) ; et Caritas/Bunia. Financé par le Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (FCS) à hauteur du montant de 3.470.544 dollar américain, le projet a été exécuté durant 32 mois allant du 15 Septembre 2020 jusqu'au 14 mars 2023 dans les Chefferies des Walendu Bindi et des Bahema Boga ainsi que le Secteur des Bahema Sud dans le Territoire d'Irumu dans la province d'Ituri.

En effet, le projet, a été exécuté dans un contexte de la continuité du projet « PAMOJA KWA AMANI », en français « ensemble pour la paix ». L'évaluation a porté sur les deux principaux résultats du projet, à savoir (1) le renforcement de la cohésion sociale inter-intracommunautaire et (2) la réduction des risques que des jeunes défavorisés rejoignent des groupes armés.

Les approches qualitatives et quantitatives ont permis la récolte des données pertinentes pour l'évaluation. Après analyse des données, il ressort que le projet, dans son premier Résultat, a injecté les ressources financières dans les communautés via la modalité « rémunération contre travail » par le financement des activités à haute intensité de mains d'œuvre (HIMO) et la réhabilitation d'infrastructures stratégiques. Les fonds injectés ont permis aux bénéficiaires de répondre progressivement aux besoins initiaux de leurs ménages et ces activités ont renforcé également les bases des capitaux pour les activités génératrices des revenus des bénéficiaires. Le projet a également soutenu la résilience économique des communautés à travers la redynamisation et / ou la création de mutuelles de solidarité (MUSO).

Quant au deuxième résultat, les activités ont contribué au renforcement des capacités des membres des communautés notamment sur des notions de base de l'entrepreneuriat et le choix des activités génératrices des revenus rentables. Elles ont aussi permis l'occupation des jeunes (femmes et hommes) à risque, grâce aux formations professionnelles organisées dans le cadre du projet. Ces formations ont stimulé les bénéficiaires et les autres membres des communautés à mettre en place des unités de production au niveau local.

Par ailleurs, les renforcements des capacités des bénéficiaires sur la création d'une microentreprise ou coopérative en utilisant des équipements en nature, via un système de bons ou des subventions de micro finance, ont aussi contribué à la relance économique avec un effet positif sur la cohésion sociale dans la zone d'intervention du projet.

S'agissant de la collaboration avec les acteurs gouvernementaux, ceux-ci ont été impliqués activement à travers le Secrétariat Technique du fond de cohérence pour la stabilisation et ont joué un rôle important dans la coordination et le suivi périodique du projet. De plus, le projet a mis en place un comité local de suivi dans les quatre zones d'interventions, en renforçant ainsi la participation et l'inclusivité dans l'exécution des activités.

Les limites et faiblesses du projet peuvent se résumer comme suit :

- Le non-respect de chronogramme dans l'exécution des activités phares du projet ;
- La logique d'intervention conçue sur le modèle d'interdépendance des activités n'était optimale ;
- La lourdeur dans les procédures administratives dans le décaissement de fonds ;
- La sous-estimation des coûts des certaines infrastructures et équipements ;
- Une faible prise en compte des aspects techniques dans la construction des infrastructures et l'acquisition des machines complexes ayant entraîné des dépassements budgétaires et la perturbation des calendriers d'exécution des travaux ;
- L'insuffisance du paquet budgétaire au regard de besoins d'intervention dans une courte durée initiale du projet (18 mois).

A l'issue des analyses, l'évaluation aboutie aux conclusions suivantes :

Pertinence : Démarré le 1^{er} juin 2020, le projet a été suspendu le 1^{er} décembre 2020 à la suite de l'impasse observée lors du lancement de la phase de désarmement et démobilisation. Des besoins importants de prise en charge des personnes vulnérables et des jeunes à risque dans le cadre de la stabilisation pour éviter que ces derniers rejoignent les groupes armés ont alors été exprimés par les parties prenantes ayant conduit à la révision du projet et de sa stratégie d'atténuation des risques.

Les 2 axes prévus par le Projet sont unanimement pertinents du fait que les objectifs ont rencontré les besoins des communautés et du gouvernement congolais, notamment le besoin de renforcement de la cohésion sociale ainsi que de la résilience des communautés. Dans sa conception, le projet a inclus et fait participer les différentes couches de population dans l'identification et la priorisation des besoins des communautés. Les démarches inclusives utilisées ont permis une bonne compréhension des approches du projet et la synergie dans l'intervention. L'approche participative a favorisé l'inclusivité et l'appropriation du projet.

Efficacité : Le progrès vers le résultat démontre que toutes les activités prévues ont été mises en œuvre bien que certaines n'ont pas observé la logique d'intervention. Les activités réalisées ont contribué à l'atteinte progressive des objectifs du projet. Certaines activités ont dû être revues à la demande des communautés, notamment l'équipement de la radio communautaire de Boga. En revanche, l'insécurité dans la zone, due à la présence des groupes armés, des bandits à mains armées et l'inaccessibilité physique de certains sites, a constitué un facteur externe empêchant l'atteinte optimale des résultats. Néanmoins, la collaboration des autorités et des membres des communautés ont permis la sécurisation de l'équipe du projet durant l'implémentation.

Efficiéce :

L'ensemble des ressources du projet ont été utilisées rationnellement et ont contribué à l'atteinte progressive des résultats. Néanmoins, la lourdeur administrative dans le décaissement des fonds ainsi que les transactions bancaires ont été signalés à tous les niveaux. De plus, il s'est signalé les dépassements budgétaires dans les travaux de construction. Il s'est observé également un retard dans le paiement des bénéficiaires des travaux HIMO et des fournisseurs locaux. Les différentes missions de suivi notamment les missions de suivi conjoint des membres du consortium, les missions de suivi et évaluation de l'équipe du comité technique de suivi et le consortium ont permis l'accompagnement du projet durant sa mise en œuvre.

De plus, la suspension du projet pendant dix mois ainsi que les révisions effectuées ont impacté sur la durée du projet.

Impact : La valeur fondamentale du projet est d'avoir contribué d'abord à injecter la masse monétaire au sein des économies rurales dans sa zone d'intervention à travers les appuis en AGR individuelles et le paiement des travaux HIMO, toute chose qui contribuera certainement à améliorer la résilience économique des bénéficiaires. Ensuite, la construction des infrastructures, notamment les ponts à Baviba/Olongba et Kiseghe a contribué au désenclavement de certaines entités et faciliter les échanges économiques ainsi que la circulation des personnes. Les différentes formations organisées sur l'intégration de la dimension genre ont eu des conséquences positives sur la participation des femmes dans des instances décisionnelles au niveau local. Cependant, la finalisation tardive des travaux de construction de ces infrastructures ne permet pas de dégager pertinemment les changements induits par la mise en place de ces ouvrages.

Cohérence : Le projet cadre avec les piliers 4 et 5 de la stratégie ISSSS qui concernent le Retour, Réintégration et Relance économique ainsi que le volet Femme, Paix et Sécurité. Concernant le P-DDRCS, c'est un programme récent mais le projet rencontre son Pilier 3 relatif au relèvement communautaire. S'agissant de la synergie avec les autres projets dans la zone, le projet a interagi avec le projet de dialogue démocratique exécuté par l'ONG ACIAR dans la zone et financé par le même bailleur de fonds.

Durabilité : La construction des infrastructures, les dotations des différents moulins ainsi que le transfert de compétence à travers les formations professionnelles et les formations en genre constituent des acquis pour la pérennisation du projet. Les formations professionnelles ont créé une émulation au sein des membres des communautés et les ont motivés à renforcer leur capacité en pratique professionnelle. Dans le Groupement de Olongba, d'autres jeunes non ciblés par le projet se sont

organisés avec l'appui des autorités locales et poursuivent avec les formations professionnelles. Les activités génératrices des revenus créées par les bénéficiaires du projet grâce aux appuis financiers et les formations professionnelles démontrent l'appropriation de ses acquis au niveau local.

Nonobstant les effets positifs des formations professionnelles, la courte durée de cette activité n'a pas facilité l'apprentissage ni une bonne assimilation des matières développées. S'agissant des AGRs individuelles, en l'absence d'un suivi rapproché des bénéficiaires, leur durabilité risque d'être compromise. Avec les unités de transformation installées en faveur des groupements agricoles, les produits seront transformés et vendus avec une valeur ajoutée et procureront un avantage financier aux producteurs. Cependant, l'absence de mécanisme de suivi et de textes de base pour la gestion de ces unités de transformation pourrait donner lieu à des conflits d'intérêt entre les membres et les comités de gestion.

➤ **Recommandations adressées aux autorités nationales, provinciales et locales**

- Capitaliser les acquis des interventions de stabilisation en allouant des ressources nécessaires pour assurer la continuité dans l'accompagnement et suivi technique des activités de formation professionnelle des jeunes à risque ainsi que la pérennisation des infrastructures construites, des machines des groupes agricoles et les mutuelles de solidarité ;
- S'approprier le mécanisme de suivi à travers le comité local de suivi de projet pour une meilleure appropriation des initiatives de stabilisation au niveau local tout en renforçant les capacités des animateurs des entités territoriales décentralisées (ETD) sur les notions essentielles de planification pour renforcer l'objectivité et l'efficacité dans l'appréciation des actions des partenaires de mise en œuvre ;
- Prioriser la capitalisation des acquis dans la nouvelle programmation pour éviter de remettre en cause les efforts considérables consentis dans ce projet ;

➤ **Recommandations adressées aux bailleurs**

- Inscrire les projets similaires sur une durée plus longue (3-5 ans avec une présomption de continuation) avec un budget conséquent est souhaitable ;
- Prévoir des visites dans les zones d'intervention pour palper les résultats du terrain ;
- Consolider les acquis du projet par d'autres projets à venir ;
- Exiger une stratégie efficace de pérennisation avant l'approbation de projet pour les activités de réinsertion socio-économique.

➤ **Recommandations adressées au secrétariat technique fonds de cohérence (SSU et PDDRCS)**

- S'assurer de la qualité du rapport de l'étude technique avant d'autoriser le démarrage des constructions ou réhabilitations programmées et développer d'une manière détaillée les éléments sur les questions de durabilité, d'appropriation locale et provinciale dès le début du projet et construire la stratégie d'intervention sur cette logique ;
- Mettre en place une stratégie d'engagement politique/Compact concertée sous la responsabilité de l'autorité provinciale en vue de suivre progressivement la réalisation des engagements et responsabilités de l'Etat à toutes les étapes d'implémentation du projet ;
- Expliquer le contenu du concept « Pour la communauté, avec la communauté, dans la communauté et par la communauté » dans un cycle de planification et de la mise en œuvre en vue d'anticiper la confusion chez les parties prenantes ;
- Analyser le budget des partenaires pour anticiper les défis liés aux sous-estimations budgétaires ;

➤ **Recommandations adressées au consortium (OIM, Trocaire et Caritas)**

- Prioriser les mécanismes de pérennisation du projet et inclure le coût lié à son développement dans le budget du projet et trouver un mécanisme rationnel et adapté pour contourner la lourdeur administrative ou faire recours au service externe/intermédiaire pour la gestion efficace des bénéficiaires HIMO ;

- S'appuyer sur les évaluations techniques préalables pour budgétiser les activités complexes afin d'éviter la sous-estimation des coûts et respecter les étapes des procédures de passations de marchés en vue d'éviter les conflits d'intérêts entre les fournisseurs dans la zone d'intervention ;
 - Allouer des ressources conséquentes en faveur des activités sur l'intégration genre et de réinsertion économique des jeunes à risque tenant compte des couts réels des kits de réinsertion selon les différentes filières ou définir un standard ;
 - Produire une analyse approfondie sur les leçons tirées de sélection, de gestion des bénéficiaires et des travaux HIMO réalisés.
- **Recommandations aux communautés**
- Capitaliser les connaissances acquises dans les différentes formations et poursuivre avec les activités (des MUSO, AGR, Moulins) pour le renforcement de la cohésion sociale et de la résilience économique même après le projet ;
 - Poursuivre les activités des champions ;
 - Pendre des dispositions communautaires pour sécuriser et entretenir les infrastructures ainsi que les machines reçues.

SIGLES ET ABREVIATIONS

ACIAR	: Appui à la Communication Inter Culturelle et à l'Autopromotion Rurale
AGR	: Activités Génératrices de Revenus
FARDC	: Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FCS	: Fonds de Cohérence pour la Stabilisation
ISSSS	: Stratégie internationale de soutien à la sécurité et la stabilisation pour l'est de la RDC
MONUSCO	: Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République Démocratique du Congo
MUSO	: Mutuelle de Solidarité
OIM	: Organisation Internationale pour les Migrations
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
P-DDRCS	: Programme National de Désarmement, Démobilisation, Relèvement communautaire et Stabilisation
RDC	: République Démocratique du Congo
STAREC	: Programme de stabilisation et de reconstruction des zones sortant des conflits armés
UAS	: Unité d'Appui à la Stabilisation de la MONUSCO
UPDF	: Uganda People's Defense Force (Force de défense du peuple ougandais)

LISTE DES GRAPHIQUES

FIGURE 1 :REPARTITION DES PERSONNES ENQUETEES PAR TRANCHE D'AGE	6
FIGURE 2 : REPARTITION DES PERSONNES ENQUETEES SELON LES SEXES	6
FIGURE 3 : REPARTITION DES PERSONNES ENQUETEES SELON LE NIVEAU D'ETUDE	7
FIGURE 4:REPARTITION DES PERSONNES ENQUETEES SELON LE STATUT SOCIAL	7
FIGURE 5 : REPARTITION DES ENQUETES SELON LA PROFESSION.	8
FIGURE 6 : REPARTITION DES ENQUETES SELON L'ETAT CIVIL.	8
FIGURE 7 : REPARTITION DES ENQUETES SELON LEURS STATUTS DANS LE PROJET.	9
FIGURE 8 : PERCEPTION DES MEMBRES DES COMMUNAUTES SUR LES ROLES DE LA FEMME DANS LE PROCESSUS DECISIONNEL DANS LES MENAGES.	14
FIGURE 9 : PERCEPTION DES FEMMES SUR LEURS PROPRES ROLES DANS LE PROCESSUS DECISIONNEL DANS LES MENAGES	14
FIGURE 10 :OPINION DES COMMUNAUTES SUR LA CONTRIBUTION DU PROJET A LA REPONSE DES BESOINS LOCAUX	19
FIGURE 11 :OPINION DES MEMBRES DES COMMUNAUTES SUR LES TRAVAUX HIMO	20
FIGURE 12 : OPINION DES COMMUNAUTES SUR L'INCLUSIVITE ET LA PARTICIPATION DANS LA SELECTION DES BENEFICIAIRES.	21
FIGURE 13 : PERCEPTION DES COMMUNAUTES SUR LES EX-COMBATTANTS REINTEGRE COMME SOURCE D'INSECURITE...	21
FIGURE 14 : NOMBRE DES REpondANTS AYANT CONSTITUES OU PAS D'EPARGNES.	22
FIGURE 15 : NOMBRE DES REpondANTS AYANT ADHERE AUX MUSO.	22
FIGURE 16 : OPINION DES COMMUNAUTES SUR LA CONTRIBUTION DU PROJET AU RENFORCEMENT DU TISSU SOCIAL AU SEIN DES COMMUNAUTES	24
FIGURE 17 : OPINION DES MEMBRES DES COMMUNAUTES SUR LE SENTIMENT D'ETRE EN HARMONIE AVEC LES AUTRES MEMBRES D'AUTRES COMMUNAUTES	25

TABLE DES MATIERES

RESUME EXECUTIF	i
SIGLES ET ABREVIATIONS	v
LISTE DES GRAPHIQUES	vi
0. INTRODUCTION	1
0.1. Contexte et justification	1
0.2. Objectifs de l'évaluation.....	2
I. DEMARCHES D'EVALUATION.....	4
I.1. METHODES.....	4
I.1.1. Approche de l'évaluation	Error! Bookmark not defined.
I.1.2. Méthode de la recherche	Error! Bookmark not defined.
I.1.3. Population d'étude	Error! Bookmark not defined.
I.1.4. Echantillon d'étude.....	4
I.1.5. Techniques d'enquête	5
II.2. PRESENTATIONS DES ENQUETES SELON LES CARACTERISTIQUES SOCIOECONOMIQUES	6
I.3. ZONE ET DUREE DE L'EVALUATION	9
II. RESULTATS ANALYTIQUES DU PROJET	10
II.1. LA COHESION SOCIALE EST AMELIOREE GRACE AUX INITIATIVES INTERCOMMUNAUTAIRES DE RENFORCEMENT DES LIENS SOCIAUX.....	10
II.1.1. Des infrastructures de base pour la connexion intercommunautaire sont mises en place	10
II.1.2. Des MUSOs entre membres des communautés et les jeunes à risques sont mises en place et opérationnelle.....	11
II.1.3. Les leaders et organisations féminines ont la capacité d'agir comme agents de changement social	13
II.2. LE RISQUE QUE LES JEUNES A RISQUE INTEGRENT LES GROUPES ARMES EST REDUIT GRACE AU RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE ET A LEUR (RE) INTEGRATION SOCIO-ECONOMIQUE DURABLE	16
II.2.1 : Les bénéficiaires sont bien informés et préparés par rapport au processus intégration socio-économique.....	16
II.2.2. Les microentreprises, associations et coopératives sont créées et gérées de manière inclusive et durable.....	17
III. APPERCUE GLOBALE SUR LE PROJET	19
III.1. PERTINENCE	19
III.2. EFFICACITE	20
III.3. EFFICIENCE	23
III.4. IMPACT	23
III.5. DURABILITE	25
III.6. COHERENCE	26
III.7. FORCES, FAIBLESSES ET LECONS TIREES DU PROJET	26

III.7.1. Forces du projet	26
III.7.2. Faiblesses	26
III.7.3. Leçons tirées	27
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	28

0. INTRODUCTION

O.1. Contexte et justification

Les conflits dans le Sud Irumu ont entraîné des conséquences néfastes pour les communautés locales et la région. La compréhension des dynamiques locales des conflits dans le cadre du projet « Appui à la cohésion sociale et la résilience économique de communautés affectées par la Force de Résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI) » a relevé cinq principaux conflits dans les zones d'intervention du projet : les conflits fonciers, les conflits liés à l'accès aux ressources naturelles, les conflits des pouvoirs coutumiers, les conflits de leadership et les conflits identitaires¹. L'étude du marché et des opportunités économiques réalisée dans le territoire d'Irumu a démontré que les deux Chefferies de Walendu Bindi et Bahema Boga ainsi que le secteur des Bahema Sud se retrouvent dans une région à fortes potentialités économiques. Ainsi, une réduction de l'insécurité et un renforcement de la cohésion sociale avec un focus sur les femmes et jeunes permettrait, au-delà de l'agriculture, de relancer l'élevage en élevant et en vendant des animaux pour la consommation².

A la suite de son approbation et démarrage le 1^{er} juin 2020, le projet a été suspendu le 1^{er} décembre 2020 à cause de l'impasse observée lors du lancement de la phase de désarmement et de démobilisation. Cette situation était liée au non-respect des engagements et à l'interruption du dialogue avec les FRPI. Cependant, après la réévaluation de la situation et des besoins des communautés affectées par la présence des FRPI, il a été relevé un besoin important de prise en charge des personnes vulnérables et des jeunes à risque dans le cadre de la stabilisation pour éviter que ces derniers rejoignent les groupes armés. Partant de ce fait, la proposition du projet ainsi que la stratégie d'atténuation des risques, notamment ceux liés à la persistance ou à l'augmentation des conflits ethniques, à l'instabilité politique et/ou sécuritaire et stratégie communautaire ont été revues et soumises au CAN pour approbation. Le projet a été relancé le 15 septembre 2021 soit environ dix mois après. Ainsi, le projet exécuté durant 18 mois dans les Chefferies des Walendu Bindi et des Bahema Boga ainsi que le Secteur des Bahema Sud visait le renforcement de la cohésion sociale inter- et intra-communautaire et la réduction des risques que des jeunes défavorisés rejoignent des groupes armés. Ce projet s'est construit autour des deux résultats suivants :

- **Résultat 1** : La cohésion sociale est améliorée grâce aux initiatives intercommunautaires de renforcement des liens sociaux.
 - **Produit 1.1** : Des infrastructures de base pour la connexion intercommunautaire sont mises en place ;
 - **Produit 1.2** : Des mécanismes d'épargne locaux sont mis en place et opérationnels
 - **Produit 1.3** : Les leaders et organisations féminines ont la capacité d'agir comme agents de changement social.
- **Résultat 2** : Le risque que les jeunes à risque intègrent les groupes armés est réduit grâce au renforcement de la résilience et leur (ré) intégration socio-économique durable.
 - **Produit 2.1** : Les bénéficiaires sont bien informés et préparés par rapport au processus de leur intégration socio-économique ;
 - **Produit 2.2** : Les conditions économiques des bénéficiaires sont améliorées.

La théorie de changement du projet postule, en ce qui concerne le produit 1.1., que **si** des infrastructures de base pour la connexion intercommunautaire sont mises en place, **alors** la cohésion

¹ ODIMO LOKOMBE Pierre, *Conflits majeurs au Sud Irumu : causes, conséquences, acteurs de paix et mécanismes de pacification*, Rapport d'étude appuyé par Trocaire, octobre 2021.

² Lire Pascal MWENZE, *Etude du marché et opportunité économique*, Rapport d'étude appuyé par Trocaire, octobre 2021, Rapport en complément au « Baseline Report »

sociale intercommunautaire sera renforcée **car** les fonds reçus atténueront la vulnérabilité financière des bénéficiaires et les services sociaux de base dans les communautés les plus touchées par le conflit **en supposant que** le consortium ait accès aux zones cibles, et les communautés soient disposées à participer aux processus de planification communautaire et aux travaux HIMO.

S'agissant du produit 1.2, la théorie de changement suppose que **si** des MUSOs entre membres des communautés et les jeunes à risque sont mises en place et opérationnelles, **alors** la cohésion sociale intercommunautaire sera renforcée **car** la possibilité d'économiser conjointement des fonds atténuera le risque de chocs personnels ou économiques et l'accès au crédit favorisera l'épargne pour la création d'entreprises et encouragera la relance économique **en supposant que** le consortium ait accès aux zones cibles, et les communautés soient disposés à participer aux processus d'épargne collectif.

S'agissant du produit 1.3., la théorie de changement suppose que **si** les leaders et organisations féminines ont la capacité d'agir comme agents de changement social, **alors** la cohésion sociale intercommunautaire sera renforcée et les normes communautaires inclusives et le leadership féminin seront promus et encouragés **car** tous les membres de la société bénéficieront de la relance économique, du fait que les femmes seront économiquement autonomes et pourront contribuer activement au processus de paix **en supposant que** les organisations locales de femmes aient des capacités suffisantes pour recevoir un soutien et la situation sécuritaire permette des activités de sensibilisation communautaire.

Concernant le produit 2.1, la théorie de changement postule que **si** les bénéficiaires disposent d'informations nécessaires (ou pertinentes) pouvant faciliter leur réintégration socio-économique, **alors** la vulnérabilité socio-économique et le risque que les jeunes à risque intègrent les groupes armés seront réduits grâce à leur (re)intégration socioéconomique durable **car** les bénéficiaires seront en mesure d'orienter leur choix de vie sur base des informations fournies, leurs attentes seront réalistes pour une réinsertion durable et la connaissance de l'existence de prestataires de services potentiels en dehors du projets **en supposant que** le consortium ait accès aux zones cibles et que les communautés soient disposées à participer.

Enfin, concernant le produit 2.2, cette théorie présume que **si** les microentreprises, associations et coopératives sont créées et gérées de manière inclusive et durable, **alors** les conditions économiques des bénéficiaires seront améliorées **car** les bénéficiaires seront habilités à gérer conjointement ou indépendamment leurs moyens de subsistance et des fonds seront injectés dans l'économie pour favoriser la relance économique locale, les moyens de subsistance et les niveaux de revenus seront renforcés, ce qui augmentera le niveau de résilience individuelle et communautaire **en supposant que** le consortium ait accès aux zones de réintégration des bénéficiaires et que les bénéficiaires soient disposés à participer et à recevoir des conseils.

0.2. Objectifs de l'évaluation

Cette évaluation finale a visé à évaluer les progrès accomplis vers la réalisation des résultats escomptés du projet sur la base de six critères l'évaluation que sont : la pertinence, l'efficacité, l'efficience, l'impact et la durabilité. Elle fournit les éléments nécessaires pour montrer la contribution dudit projet dans le renforcement de la cohésion sociale inter-intracommunautaire et la réduction du risque que des jeunes défavorisés rejoignent des groupes armés d'une part, et d'autre part de formuler des recommandations stratégiques et pratiques issues des leçons apprises utiles à partager avec toutes les parties prenantes incluant SSU/PDDRCS et les bénéficiaires cibles en vue d'améliorer les interventions à venir.

De manière spécifique, cette évaluation poursuivait les objectifs ci-après :

- Capitaliser l'ensemble des résultats du projet afin d'assurer la redevabilité envers les bailleurs de fonds ;
- Apprécier les résultats atteints contribuant au renforcement d'une cohésion sociale inter et intracommunautaire, la réduction des risques que les jeunes défavorisés rejoignent des groupes armés,

- Fournir une appréciation indépendante et impartiale des résultats du projet ;
- Analyser la validité des hypothèses qui sous-tendent la théorie du changement du projet ;
- Déterminer la pertinence des actions menées, leur efficacité tant en termes de résultats qu'en termes de dynamiques et de processus impulsés ainsi que leur impact et durabilité ;
- Identifier les bonnes pratiques et mettre en évidence les principales leçons apprises afin d'améliorer la conception et la mise en œuvre de projets futurs ;
- Identifier les contraintes qui ont pu entraver la mise en œuvre du projet ;
- Formuler des recommandations concrètes aux acteurs nationaux et à leurs partenaires pour la consolidation des acquis.

I. DEMARCHES D’EVALUATION

I.1. METHODES

I.1.1. Approche qualitative

Cette évaluation a adopté une approche qualitative. Grâce à cette approche, l’étude a recueilli les témoignages des parties prenantes et des partenaires de mise en œuvre du projet. Elle a permis de capter l’appréciation et de comprendre comment les activités du projet ont concouru à la cohésion sociale et la résilience des communautés grâce aux témoignages des membres des communautés, autorités locales ainsi que des bénéficiaires du projet. Cette méthode a permis aussi de comprendre de quelle manière les interactions entre les partenaires de mise en œuvre, les autorités locales, les bénéficiaires du projet et le secrétariat technique ont contribué à l’atteinte des résultats escomptés. La dialectique comme art de discussion nous a permis de conduire les entretiens auprès de la population cible. Celle-ci fut appuyée par l’approche participative.

I.1.2. Approche quantitative

En plus de l’approche qualitative, la méthode quantitative nous a aidé recueillir les opinions et les perceptions des bénéficiaires du projet et des non bénéficiaires sur le projet.

I.1.3. Echantillon d’étude

La population d’étude de cette recherche n’est pas connue avec précision faute de statistique fiable et des mouvements des populations régulières. Partant de ce fait, l’échantillon de cette étude a été calculé par la formule de l’échantillon pour une population non connue dont la formule est la suivante :

$$n = z^2 \times p (1 - p) / m^2$$

n = taille de l’échantillon

z = niveau de confiance selon la loi normale centrée réduite (pour un niveau de confiance de 95%, z = 1.96, pour un niveau de confiance de 99%, z = 2.575).

p = proportion estimée de la population qui présente la caractéristique (lorsque inconnue, on utilise p = 0.5 ce qui correspond au cas le plus défavorable c’est-à-dire la dispersion la plus grande).
m = marge d’erreur tolérée (par exemple on veut connaître la proportion réelle à 5% près).

Cette formule détermine le nombre minimal de personnes n à interroger en fonction de la marge d’erreur m que l’on peut tolérer sur une proportion de réponses p. Voici donc la taille de l’échantillon pour cette recherche calculée avec un niveau de confiance de 95% et une marge d’erreur à 5% :

$$n = (1,96)^2 \times (0,5) (1-0,5) / (0,05)^2 = 384,16$$

Ainsi, partant du résultat ci-haut décrit, notre échantillon devrait être supérieur à 384,16 pour répondre à la loi du plus grand nombre. L’évaluation a été réalisée sur un échantillon tiré selon la technique d’échantillonnage aléatoire par grappe ou un échantillonnage occasionnel en se basant sur les données fournies par les partenaires de mise en œuvre du projet. Les enquêtes ont été conduites auprès des populations rencontrées dans les Groupements ou Villages se trouvant dans la zone d’intervention du projet et ayant accepté d’être interrogé. Les enquêtes quantitatives ont tenu également compte des variables âge, sexe, niveau d’étude, statut social, profession exercée ainsi que de l’état civil afin de garantir la participation et l’inclusivité des différentes couches de la population dans l’évaluation.

Outre ce groupe, les autres enquêtés ont été sélectionnés en fonction de leur fonction dans la mise en œuvre du projet, c'est-à-dire les partenaires de mise en œuvre du projet, les membres du secrétariat technique, les autorités provinciales et locales, les leaders communautaires, les acteurs de la société civile locale, les représentants des jeunes, les mutuelles de solidarité et groupements agricoles créés/redynamisés par le projet, les membres de comités locaux de suivi, les champions genre et les notabilités locales.

I.1.5. Techniques d'enquête

Deux types des données ont été ciblées par l'évaluation afin de récolter les informations qualitatives et quantitatives pertinentes, à savoir les données primaires et les données secondaires. S'agissant des données primaires, elles ont été obtenues grâce aux techniques de recherche qualitative, spécifiquement l'entretien par groupe et l'entretien individuel. Un guide d'entretien été conçu et a orienté les discussions individuelles et collectives conduites auprès des personnes ressources impliquées dans la mise en œuvre du projet, notamment les partenaires de mise en œuvre du projet, les autorités locales, les acteurs de la société civile locale, les groupements agricoles et mutuelles de solidarité créées/redynamisées par le projet.

Tableau 01. Répartition des personnes enquêtées par entretiens individuels et collectifs (focus group)

	Nombre	Hommes	%	Femmes	%	Total personnes enquêtées
Focus groups regroupant en moyenne 12 personnes	17	187	57,01	141	42,99	328
Entretiens individuels	57	43	75,44	14	24,56	57
Total des enquêtés						385

Source : enquête terrain.

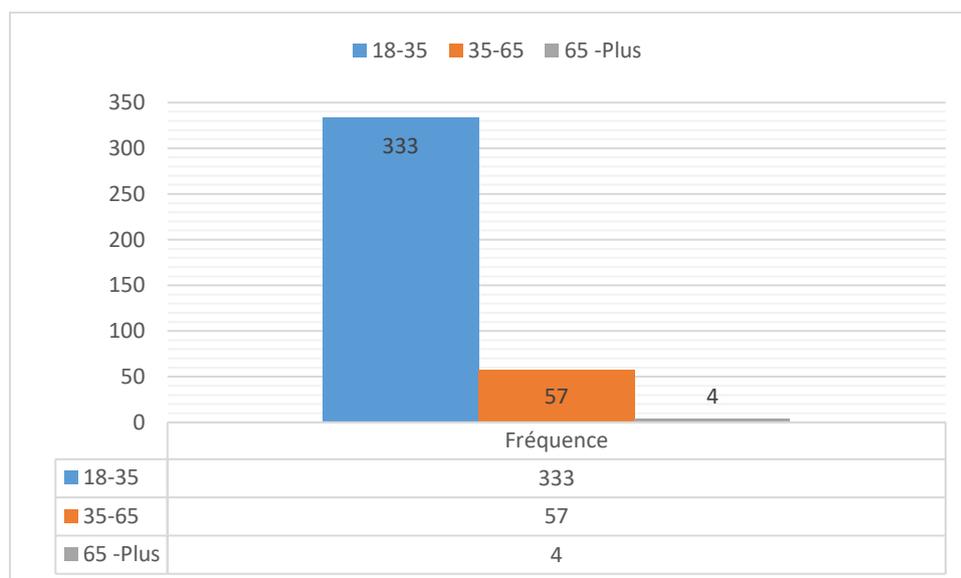
Commentaire : il ressort de ce tableau que 42,99% des personnes interrogées dans les focus groups étaient constituées des femmes et 57,01% des hommes. S'agissant des entretiens individuels, la proportion des hommes interrogés représente 75,44% et la proportion des femmes 24,56%.

Les données quantitatives ont été récoltées auprès des 394 répondants à travers un questionnaire d'enquêtes administré grâce au logiciel Kobocollect. Seuls les bénéficiaires directs des travaux à haute intensité de main d'œuvre et les bénéficiaires indirects du projet ont été ciblés par les enquêtes quantitatives.

II.2. PRESENTATIONS DES ENQUETES SELON LES CARACTERISTIQUES SOCIOECONOMIQUES

Les enquêtes quantitatives ont tenu compte des variables âge, sexe, niveau d'étude, statut social, profession exercée ainsi que de l'état civil afin de garantir la participation et l'inclusivité des différentes couches de la population entre autres les jeunes et les femmes ainsi que les personnes de troisième âge dans l'évaluation. Les enquêtes ont ciblé particulièrement les jeunes car ils constituent la majorité des bénéficiaires du projet. Ainsi, la répartition des enquêtes selon les indicateurs retenus se présente de la manière ci-après :

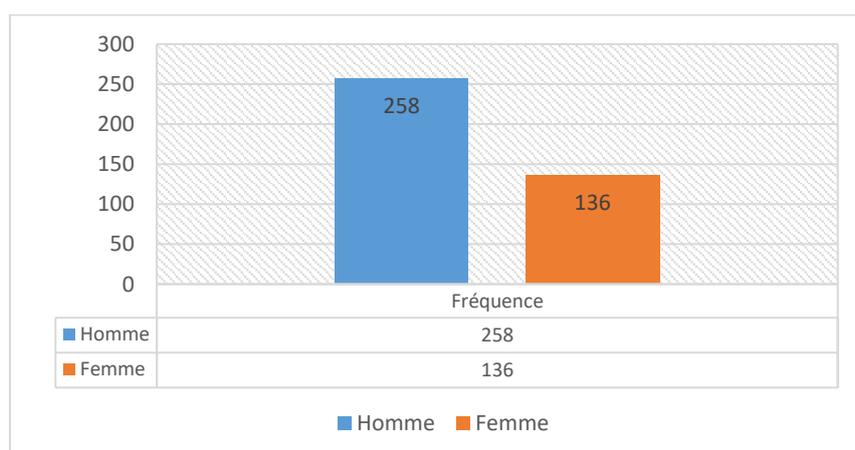
Figure 1 : Répartition des personnes enquêtées par Tranche d'âge



Source : enquête terrain.

Commentaire : Il ressort de ce graphique sur la répartition des enquêtés selon la tranche d'âge que sur 394 répondants, la tranche d'âge de 333 répondants soit 84,52% était située entre 18-35 ans, 57 soit 14,47% entre 35-65 ans et 4 soit 1,02% en plus de 65 ans.

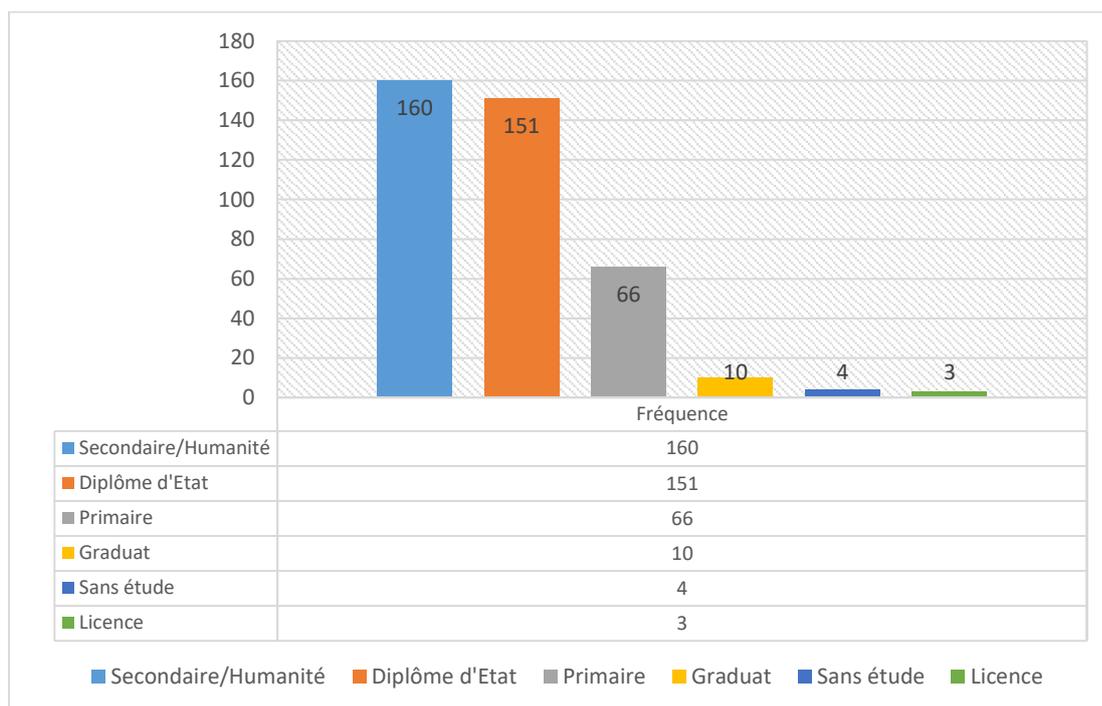
Figure 2 : Répartition des personnes enquêtées selon les sexes



Source : enquêtes terrain.

Commentaire : Il ressort de ce graphique que 65,48% des enquêtés étaient des hommes et 34,52% des femmes.

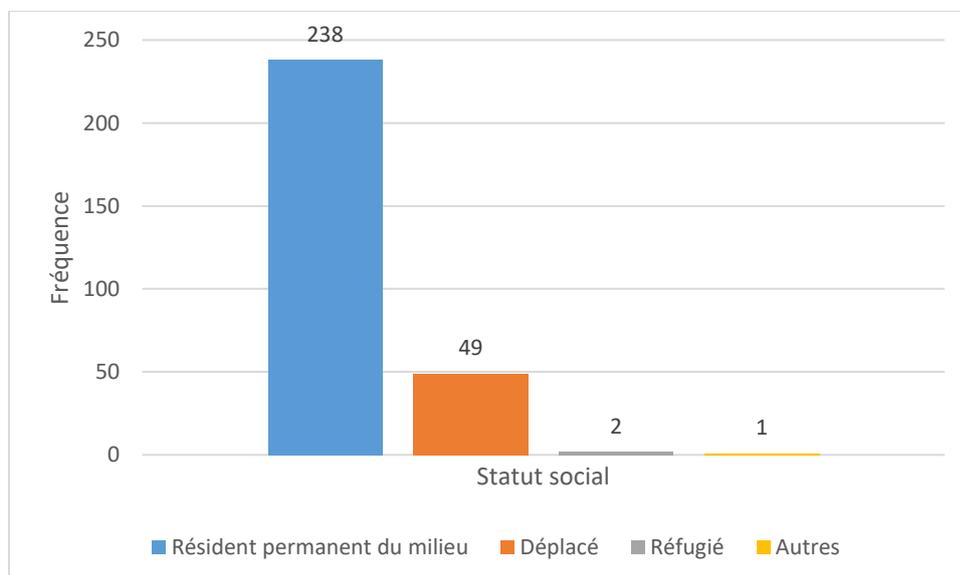
Figure 3: Répartition des personnes enquêtées selon le Niveau d'étude



Source : enquêtes terrain.

Commentaire : Il ressort de ce graphique que 40,61% des répondants qui ont étudiés jusqu'au secondaire/humanité, 38,32% des diplômés d'Etat, 16,75% avait fini le cycle primaire, 2,54% des gradués (Bac+3) et 1,02% des gens qui n'ont pas fréquenté les écoles et 0,75% des licenciés (Bac+5).

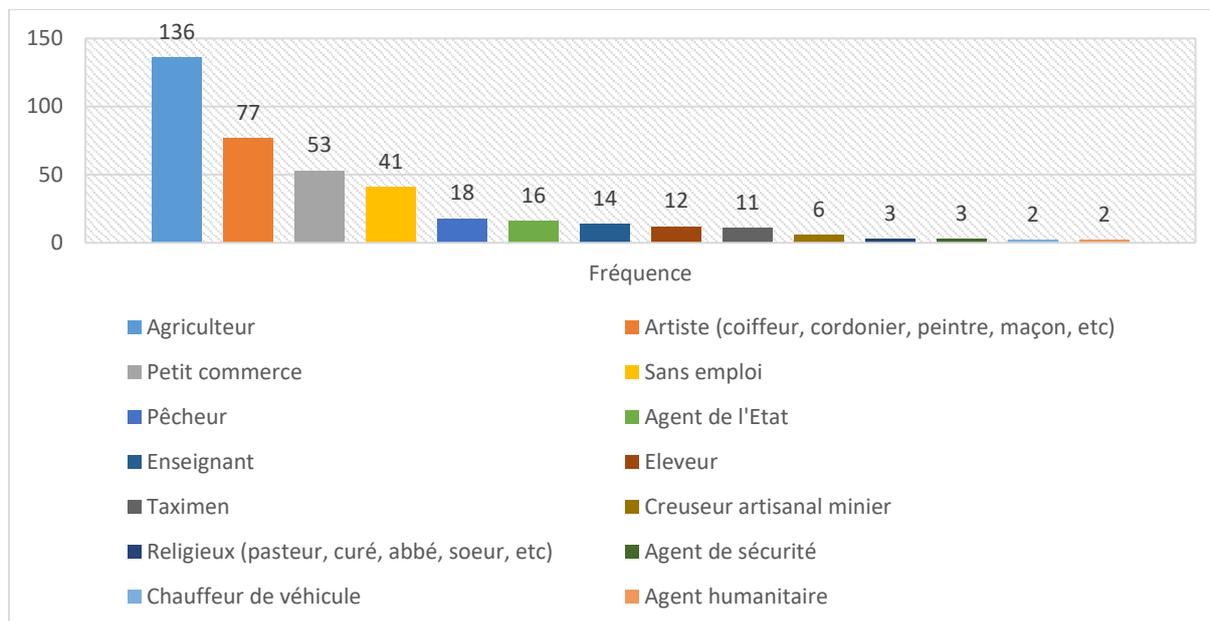
Figure 4: Répartition des personnes enquêtées selon le Statut social



Source : enquêtes terrain.

Commentaire : Il ressort de ce graphique que 78,03% de nos enquêtés sont des résidents permanent de la zone d'intervention du projet, 20,52% des déplacés et 0,87 des réfugiés.

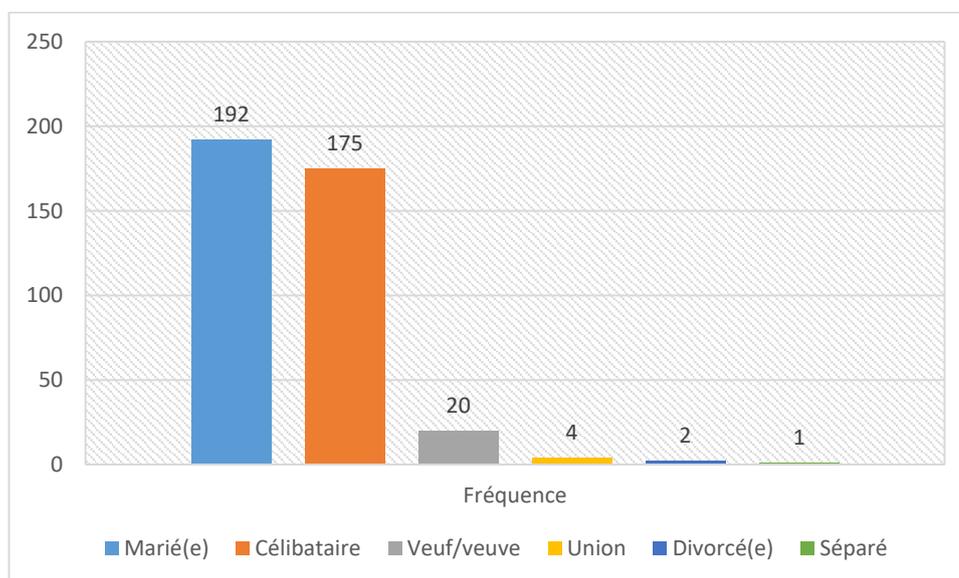
Figure 5: Répartition des enquêtés selon la profession



Source : enquêtes terrain.

Commentaire : Il ressort de ce graphique que les agriculteurs représentent 34,52% de nos enquêtés, les artistes 19,54 %, les petits commerçants 13,45% et les sans-emplois/chômeurs 10,41%, les pêcheurs 4,57%, les agents de l'Etat 4,06%, les enseignants 3,55%, les éleveurs 3,05% et les taximen 2,79%.

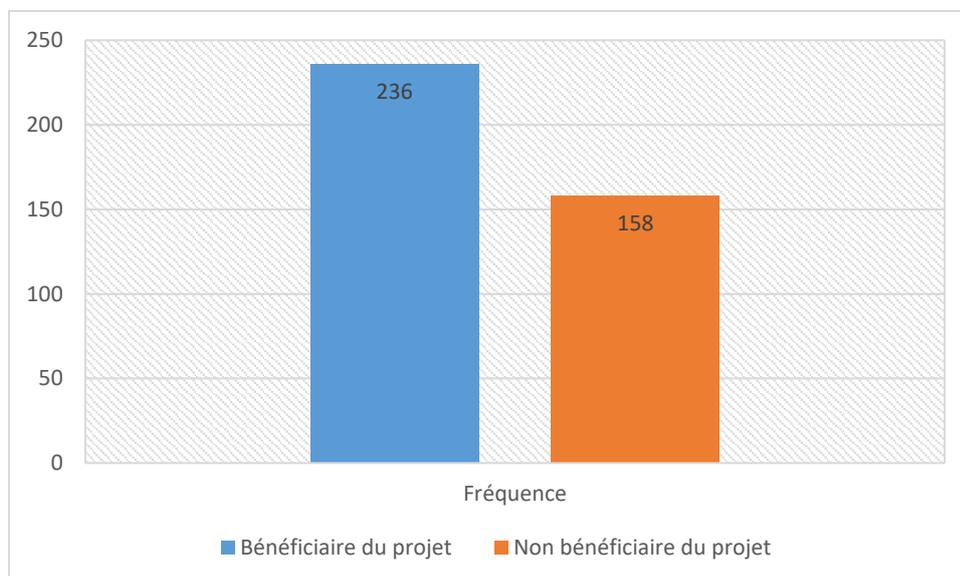
Figure 6: Répartition des enquêtés selon l'état civil



Source : enquêtes terrain.

Commentaire : D'après ce graphique, 192 enquêtés soit 48,73% des enquêtés sont mariés, 175 soit 44,42% des célibataires, 20 soit 5,08% des veuves/veufs, 4 soit 1,02 % en union libre, 2 soit 0,51% des divorcés et 1 soit 0,25% des séparés.

Figure 7: Répartition des enquêtés selon leurs statuts dans le projet



Source :

Commentaire : Il ressort de ce graphique que 59,91% de nos enquêtés étaient les bénéficiaires du projet et 40,1% des non bénéficiaires.

S'agissant des données secondaires, elles ont été obtenues au moyen de l'étude documentaire notamment des rapports du projet (trimestriels, semestriel, annuels, et CTS) et des différents documents produits dans le cadre du projet (le cadre logique, les contrats, le cadre de résultat, le document du projet, l'étude Baseline, etc.).

I.3. ZONE ET DUREE DE L'EVALUATION

Cette évaluation a été réalisée dans la ville de Bunia et dans la zone d'intervention du projet. Spécifiquement, dans les Chefferies des Walendu Bindi et des Bahema Boga ainsi que dans le Secteur des Bahema Sud en Territoire d'Irumu.

II. RESULTATS ANALYTIQUES DU PROJET

II.1. LA COHESION SOCIALE EST AMELIOREE GRACE AUX INITIATIVES INTERCOMMUNAUTAIRES DE RENFORCEMENT DES LIENS SOCIAUX

Ce produit visait à réaliser dans et avec les communautés les activités telles que la rémunération contre travail grâce aux activités HIMO, la réhabilitation des infrastructures stratégiques afin de permettre aux bénéficiaires de répondre aux besoins initiaux de leurs ménages. Les activités HIMO devraient jeter également les bases d'un soutien plus durable des AGR aux bénéficiaires. Un soutien supplémentaire à la reprise économique devrait être apporté par la redynamisation et / ou la création de MUSO pour encourager les bénéficiaires de HIMO à utiliser leurs revenus pour investir dans leur avenir³. Mille septante cinq (1075) bénéficiaires étaient ciblés. Il s'agit entre autres des jeunes à risque, des ménages vulnérables et les victimes du conflit (sélectionner de manière inclusive et participative)⁴.

II.1.1. Des infrastructures de base pour la connexion intercommunautaire sont mises en place

2.1.1.1. Réalisation du projet

Trois études ont été conduites au début du projet dont deux sur l'analyse du marché et des opportunités économiques et une sur l'analyse des conflits et des nouvelles dynamiques des conflits, toutes appuyées par l'ONG TROCAIRE. L'OIM a facilité la réalisation d'une étude de base afin de déterminer les valeurs de base des indicateurs du projet et ressortir les perceptions des communautés bénéficiaires sur ces indicateurs. Une consultation a été conduite en juin 2021 par l'ONG ACIAR⁵ pour identifier les infrastructures communautaires en fonction du besoin de renforcement de la cohésion sociale et la relance socioéconomique au profit des jeunes à risque. Le projet a construit/réhabilité quatre infrastructures notamment l'équipement de la radio communautaire de Boga, un pont à Kiseghe de Kasenyi, la clôture du Stade Tata Akobi de Gety, un pont à Atsi⁶. L'association sans but lucratif CARITAS a construit quatre salles à dans les localités de Boga, Olongba, Gety et Kasenyi pour la formation professionnelle.

Le projet a appuyé cinq radios communautaires pour la sensibilisation. Dans la zone de Kasenyi, le projet a appuyé les radios Peace One et Tempête du lac à Kasenyi, les radios Maendeleo et Radio Pax à Gety ainsi que la radio pacifique de Baviba. 24 émissions radios ont été réalisées sur les thématiques du genre, de l'autonomisation de la femme, la masculinité positive, le leadership féminin et la coexistence pacifique dans la communauté⁷. OIM a développé une stratégie de communication avec cinq radios communautaires existant dans la zone de mise en œuvre du projet pour guider tous les aspects d'information des communautés, de visibilité et de communication sur le projet. La radio communautaire Amani Boga (RCAB) est devenue opérationnelle à partir du 20 novembre 2022⁸.

Le projet a établi un mécanisme de gestion des plaintes dans ses quatre zones d'intervention et l'équipe du projet a effectué des missions conjointes et participatives de suivi des travaux HIMO avec les parties prenantes (autorités locales, société civile, le bureau genre, etc.) pour suivre l'état d'avancement des travaux de construction/réhabilitation d'infrastructures.

2.1.1.2. Effets des activités

Les études réalisées ont permis de comprendre l'évolution des dynamiques des conflits dans la zone d'intervention, ses potentialités économiques et les opportunités en termes de filières porteuses dans

³ Document du projet, pp.25-26.

⁴ Ibidem, p.26.

⁵ L'ONG ACIAR qui conduit le projet de dialogue démocratique dans la même zone du projet et avec le même bailleur de fonds.

⁶ Rapport trimestriel, janvier-juin 2022, p.6

⁷ Rapport trimestriel, janvier-juin 2022, p.6

⁸ Ibidem.

chaque site du projet⁹. Les émissions radios diffusées auraient contribué à éviter les massacres des civils dans le conflit entre Ngiti et Bira survenu courant septembre 2022 à la suite des affrontements entre groupes armés (la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) et le Front Patriotique et Intégrationniste du Congo (FPIC) à Songolo, une localité limitrophe du groupement de Baviba. Ces émissions auraient permis aussi de réduire les tensions au sein des communautés vivant à Boga et ses environs¹⁰.

Les mécanismes de plaintes mis en place ont permis de recueillir les perceptions et opinions des communautés, les recommandations et d'adapter la stratégie de mise en œuvre des activités du projet¹¹.

Les infrastructures construites dans le cadre de ce projet notamment les salles de formations, permettent les fréquentations et le rapprochement entre les jeunes des différentes communautés. Les ponts construits à Baviba/Olongba et Kiseghe (secteur des Bahema Sud) permettent le désenclavement et faciliteraient la circulation des personnes et de leurs biens ainsi que les échanges économiques et facilitent les fréquentations entre les membres des différentes communautés (Hema et Lendu Bindi)¹².

2.1.1.3. Limites des activités

Les entretiens réalisés avec les bénéficiaires, les acteurs de la société civile et les membres des comités locaux de suivi démontrent qu'il y a eu beaucoup de tension dans le processus de sélection des bénéficiaires du projet. L'évaluation initiale des infrastructures à construire a montré des limites, ce qui a conduit à des déficits financiers et temporaires notamment dans les travaux du stade Tata Akobi et le pont à Kiseghe. Pour contourner cette limite, de nombreuses démarches ont été entreprises dont la revue de certaines lignes budgétaires du projet mais cela n'était pas suffisant pour couvrir les coûts liés à la construction de ces ouvrages¹³.

En outre, les dimensions des salles n'ont pas permis de contenir l'ensemble des apprenants. S'agissant de la radio communautaire de Boga, certains matériels n'ont pas été d'une bonne qualité.

II.1.2. Des mutuelles de solidarité (MUSO) entre membres des communautés et les jeunes à risques sont mises en place et opérationnelles

2.1.2.1. Réalisations du projet

Le projet a appuyé 65 MUSO dont 46 anciennes MUSO (12 en chefferie des Bahema-Sud, 15 dans la chefferie des Walendu-Bindi et 19 dans la chefferie des Bahema-Boga) et 19 MUSO créées par le projet dont 15 dans la chefferie des Bahema-Sud et 4 dans celle des Walendu-Bindi.

Le diagnostic fonctionnel réalisé auprès de ces mutuelles de solidarité a conduit à les accompagner dans l'élaboration de leurs textes de base. 37 MUSO ont obtenu des textes de base. Ces mutuelles de solidarité ont bénéficié également des formations sur différentes thématiques relatives au fonctionnement et la gestion des outils des MUSO, l'entrepreneuriat, l'élaboration de plans d'affaire, le choix des AGRs et la gestion d'une microentreprise, la tenue de comptabilité, la gestion des conflits et le contrôle du rythme de cotisation¹⁴. Le projet a aussi donné les fonds de roulement aux 19 nouvelles MUSO¹⁵.

S'agissant des groupements de producteurs, les membres de ces coopératives ont bénéficié d'un appui technique et d'une dotation de 20 machines/moulins ordinaires. Le projet a doté les

⁹ Lire les rapports d'analyse approfondie des conflits majeurs, l'étude du marché et l'étude de base réalisés dans le cadre du projet.

¹⁰ Rapport narratif annuel du projet, du 1^{er} juillet 2022 au 30 décembre 2022, p.6.

¹¹ Les membres des comités locaux de suivi du projet, entretiens, du 14 mars au 04 avril 2023 ;

¹² Radio Tempête du Lac, entretien, le 17 mars 2023 à Kasenyi.

¹³ Rapport annuel 2022, pp.6-7.

¹⁴ CARS, entretiens, le 14 mars 2023 à Bunia.

¹⁵ Ibidem.

groupements agricoles des 40 mixeurs dont 20 pour la transformation de feuilles de manioc et 20 autres mixeurs pour la transformation de pâte d'arachide et a construit 20 hangars dans sa zone d'intervention¹⁶.

Le projet a appuyé la formation professionnelle de quatre cents (400) jeunes répartis équitablement sur la zone d'intervention du projet. Ces formations étaient axées essentiellement sur la Menuiserie, Coupe-couture, la coiffure et la pâtisserie/Boulangerie, Secrétariat public et Savonnerie.

En termes d'interconnexion des activités du projet, notamment entre les bénéficiaires de la formation professionnelle et les MUSO mises en place ou redynamisées, 570 membres des MuSO dont 60% (342) de femmes ont été sensibilisés pour susciter leur adhésion aux nouvelles Mutuelles de Solidarité dans les différentes localités de mise en œuvre du projet¹⁷.

2.1.2.2. Effets des activités du projet

Témoignage d'une femme membre de MUSO, le 19 mars 2023 à Kasenyi : « Grâce aux crédits obtenus auprès de notre MUSO, j'ai fini la construction de ma maison et j'ai mis en place une pharmacie ».

La redynamisation et la création des mutuelles de solidarité ont permis le rapprochement entre les membres des communautés (les jeunes à risques, les femmes, les hommes, etc) grâce aux

rencontres organisées et les travaux en groupe. Elles ont aussi permis aux membres de la communauté d'être connu par les autorités locales¹⁸. Les appuis techniques tels que les formations sur l'approche mutuelle de solidarité ont permis aux membres des communautés d'acquérir des compétences sur l'épargne, le principe de gestion pour la réussite d'une micro-entreprise y compris la tenue des outils de gestion comme le journal de caisse, le bon de sortie mais aussi le choix et les techniques de mise en place des AGR. Les formations ont aussi permis de renforcer les connaissances des membres des MUSO sur le suivi du niveau d'application et le respect des textes de base qui les organisent afin d'éviter les mauvaises utilisations des ressources des associations¹⁹.

Par ailleurs, les activités génératrices de revenue mises en place par les bénéficiaires contribuent progressivement à renforcer leur résilience économique et à répondre à leurs besoins multiples tels que la prise en charge des frais de scolarité des enfants, les frais de loyer pour le logement, etc²⁰. On note un changement progressif de mentalité chez les jeunes filles qui commencent à devenir autonomes et les jeunes garçons ont mis en place des AGR, ce qui leur évitent de s'adonner au banditisme.

L'approche MUSOs a renforcée la résilience économique de certains bénéficiaires et membres des communautés. Elle a augmenté la capacité des familles à épargner et à répondre aux problèmes familiaux²¹.

II.1.2.3. Limites observées

Les limites suivantes ont été observées :

- Certains bénéficiaires des formations ont reçu leurs appuis en AGR tardivement pour des raisons administratives diverses (manque des cartes). Ceci ne leur a pas permis de développer et mettre en place leurs AGR à temps ;
- 17 mutuelles de solidarité n'ont pas pu être dotées de leurs textes de base ;

¹⁶ Rapport annuel 2022, p.7.

¹⁷ Ibidem.

¹⁸ Les membres des mutuelles de solidarité, entretiens, du 14 mars au 04 avril 2023.

¹⁹ Ibidem.

²⁰ Bénéficiaires du projet, entretiens, du 18 mars au 02 avril 2023 dans la zone d'intervention du projet.

²¹ Les autorités locales et points focaux de la division genre & membres des mutuelles de solidarité, entretien, du 18 mars au 03 avril 2023.

- La durée des formations n'était pas rationnelle par rapport à certaines filières notamment la coupe et couture, la coiffure et l'esthétique, etc ;
- L'insuffisance de mécanisme d'accompagnement, de suivis et de coaching des bénéficiaires dans le choix et la mise en place des activités génératrices de revenu individuelles ;
- Le projet n'a pas prévu les accessoires nécessaires à côté des moulins complexes notamment les installations hygiéniques, l'eau et la clôture du bâtiment pour la sécurité des matériels ;
- En l'absence de texte de base de gestion des machines, des risques que les moulins deviennent les biens des individus se profilent.

II.1.3. Les leaders et organisations féminines ont la capacité d'agir comme agents de changement social

2.1.3.1. Réalisations du projet

Grâce aux formations et sensibilisations organisées, OIM a appuyé les antennes de la division genre dans la zone d'intervention du projet afin de définir des critères pertinents de sélection d'identification des champions genre. Quatre-vingts (80) champions genre parmi lesquels 16 hommes ont ainsi été sélectionnés et repartis en quatre équipes de 20 personnes à Gety, Baviba, Boga et Kasenyi. Ces équipes ont mené des sensibilisations sur les droits de la femme. Le projet a aussi formé 120 personnes dont 25 hommes à Kasenyi, Gety, Baviba et à Boga sur les notions connexes au genre (Généralités sur le genre, leadership, leadership féminin, Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, prévention et gestion des conflits et management,).

L'OIM a également appuyé les organisations locales identifiées dans les quatre zones à organiser des événements axés sur la promotion d'intégration du genre en vue de favoriser la participation active et la contribution des femmes dans l'animation de la vie sociale et le renforcement du vivre ensemble. 4 événements de mobilisation communautaire axés sur le genre ont été organisés dans les 4 localités de mise en œuvre du projet en avril 2022. 200 personnes ont pris part à ces activités dont 46 hommes et 154 femmes et 85% des femmes sont membres des groupes marginalisés.

L'ONG TROCAIRE a sensibilisé 570 membres des MUSO dont 60% (342) de femmes, pour susciter leur adhésion aux nouvelles Mutuelles de Solidarité dans les différentes localités de mise en œuvre du projet²².

II.1.3.2. Effets des activités du projet

Les quatre-vingts champions genre (20 hommes et 60 femmes) identifiés et sélectionnés ont mené des sensibilisations sur diverses thématiques notamment sur l'autonomisation économique des femmes dans leurs localités respectives, le genre, la masculinité positive, le leadership féminin et la résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies dans des écoles et regroupements locaux (associations des vendeurs, cultivateurs, conducteur de taxi...)²³. Un plaidoyer pour la masculinité positive et une série de formations sur les vecteurs de changement de comportement ont été conduits par les femmes au niveau local. A travers cette activité, les femmes ont élaboré un calendrier de sensibilisation sur le genre afin que les plus vulnérables connaissent leurs droits, notamment l'auto-apprise en charge de la femme rurale. Les associations à base communautaire actives sur la question de genre et implantées dans les localités de mise en œuvre avec l'appui et l'accompagnement de service genre provincial et local, ont été identifiées et sélectionnées pour collaborer avec le projet sur les questions spécifiques ou ayant trait au genre²⁴.

S'agissant de nouvelles mutuelles de solidarité créées, elles ont permis aux jeunes à risque issus de la formation professionnelle et ceux ayant pris part aux travaux HIMO d'adhérer à des structures d'épargne et d'être outillés sur la culture d'épargne, mais également d'avoir accès au crédit au niveau communautaire afin de soutenir leurs AGR.

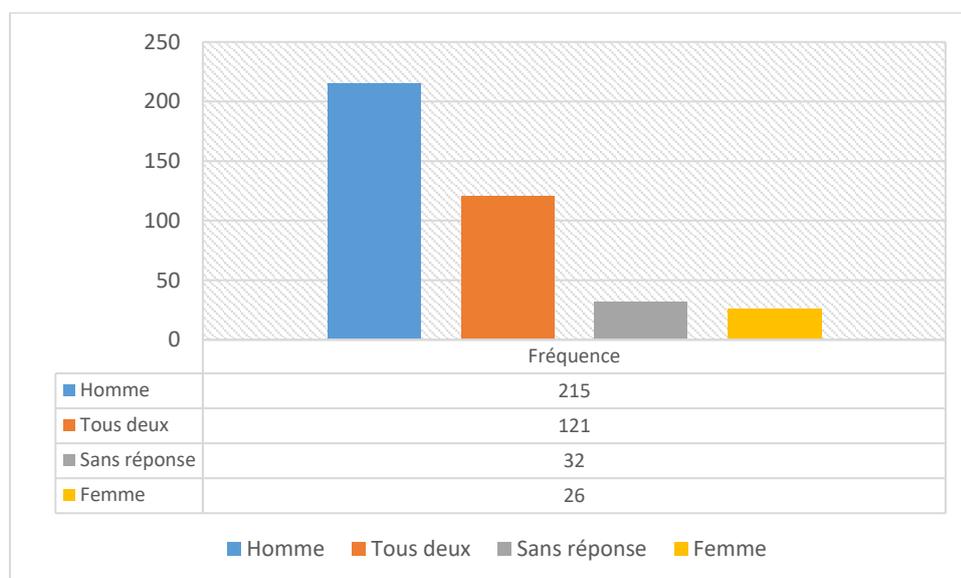
²² Rapport trimestriel du janvier à juin 2022, p.7.

²³ Rapport narratif annuel du consortium 2022, p.8.

²⁴ Rapport trimestriel du janvier à juin 2022, p.7.

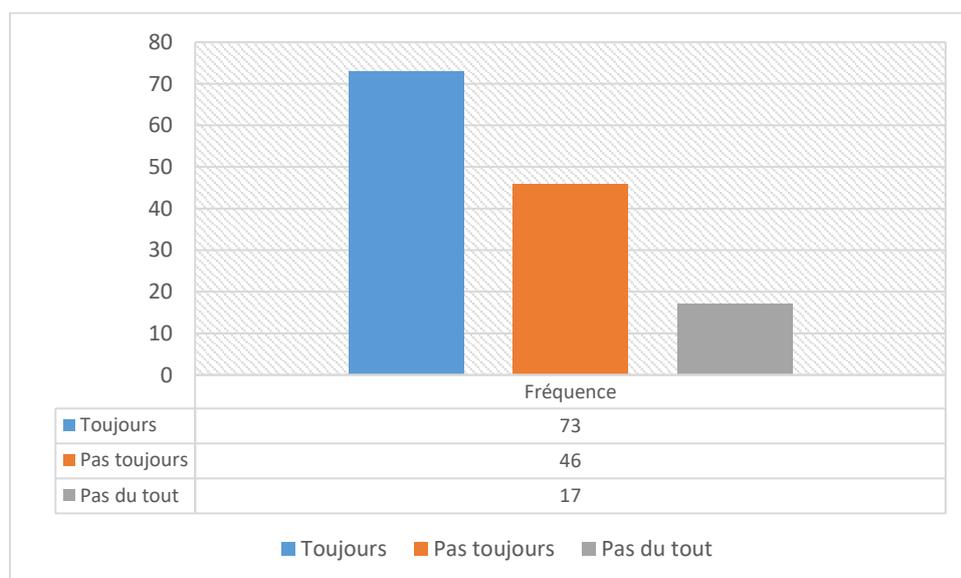
Le projet a eu des conséquences positives sur la participation des femmes aux instances de prise de décision. C'est le cas d'élection des femmes dans le comité directeur de coordination de la société-civile de Boga et dans le comité de médiation au Territoire d'Irumu²⁵. Les enquêtes quantitatives pour comprendre le degré d'autonomisation des femmes dans la zone montrent que, sur 394 répondants à la question de savoir qui sont les personnes impliquées dans la prise de décision, 215 soit 54,57 % estiment que c'est l'homme, 121 répondants soit 30,71% estiment que c'est l'homme et la femme, 32 répondants soit 8,12% se sont abstenus et 26 répondants soit 6,6% estiment que c'est la femme.

Figure 8: Perception des membres des communautés sur les rôles de la femme dans le processus décisionnel dans les ménages



Source : enquêtes terrain.

Figure 9: Perception des femmes sur leurs propres rôles dans le processus décisionnel dans les ménages



²⁵ Conseillère du gouverneur en charge du genre, entretien, le 30 mars 2023.

Source : enquêtes terrain.

Commentaire: S'adressant uniquement aux femmes, à la question de savoir si, dans leurs ménages respectifs, elles émettent une opinion sur une question quelconque, celle-ci est-elle prise en compte : Sur 136 femmes interrogées, 73 soit 53,68% confirment que leurs opinions sont toujours prises en comptes par leurs conjoints, 46 soit 33,82% estiment que leurs opinions ne sont pas toujours prises en comptes et 17 soit 12,5% disent que leurs opinions ne sont pas du tout prises en compte par leurs conjoints.

Il en découle des deux graphiques précédents que, même si le dernier pouvoir dans le processus décisionnel des ménages est attribué à l'homme, celui-ci tient compte des avis émis par la femme.

II.1.3.3. Limites des activités du projet

Les nouvelles mutuelles de solidarité ont été créées seulement dans les sites de Kasenyi et Gety. Les jeunes qui ont bénéficié des formations professionnelles à Boga n'ont pas intégrés dans des mutuelles de solidarité étant donné les mutuelles de solidarité opérationnelle dans cette entité sont des anciennes mutuelles dont les membres ont déjà constitué des épargnes importantes, ce qui ne facilite pas l'adhésion des nouveaux membres. S'agissant des activités réalisées dans le cadre de la promotion du genre, les actions ont été menées dans une période très courte, chose qui n'a pas permis l'implication suffisante des femmes dans les milieux les plus éloignés.

II.2. LE RISQUE QUE LES JEUNES A RISQUE INTEGRENT LES GROUPES ARMES EST REDUIT GRACE AU RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE ET A LEUR (RE) INTEGRATION SOCIO-ECONOMIQUE DURABLE

A travers ce deuxième résultat du projet, en plus du profilage des bénéficiaires, la sensibilisation communautaire et de la gestion individuelle des cas de chaque bénéficiaire, le projet visait à améliorer la capacité de résilience des communautés d'accueil afin de réduire les tensions liées à la compétition sur les ressources. Il contribue à la relance économique avec un effet positif sur le processus global de réconciliation et de stabilisation communautaire grâce aux activités de relance économique et de renforcement de la résilience dans les communautés de retour et l'assistance socio-économique fournie aux 1075 personnes. Partant de ce fait, le projet devrait organiser des formations conjointes et encourager la mise en place des entreprises et coopératives. Il devrait également accompagner les bénéficiaires pour la création d'une microentreprise ou coopérative en utilisant des équipements en nature, un système de bons ou des subventions de micro finance, selon leur situation individuelle. Spécifiquement, le projet a ciblé 400 des bénéficiaires pour une formation et un soutien dans le démarrage d'activités génératrices de revenus non agricoles. Pour diversifier davantage les secteurs ciblés, dans chaque zone prioritaire, 100 bénéficiaires devraient être ciblés et regroupés en 5 groupes/types de formation par zone. L'autre partie des bénéficiaires (900) bénéficierait d'un soutien à la création de coopératives agricoles et au renforcement des chaînes de valeur par Trocaire²⁶.

II.2.1 : Les bénéficiaires sont bien informées et préparés par rapport au processus intégration socio-économique

II.2.1.1. Réalisations du projet

CARITAS a renforcé les capacités professionnelles et sensibilisé 386 jeunes sur leurs conditions de réinsertion économique. Il s'agit de de 100 à Gety, 100 de Boga, 95 à Olongba, 91 à Kasenyi. Les formations ont porté sur les filières porteuses sélectionnées et validées de commun accord avec les membres de la communauté sur base de résultat de l'étude de marché et des opportunités réalisées par TROCAIRE : la coupe et couture, l'informatique, la menuiserie, la boulangerie, la savonnerie et la coiffure/esthétique²⁷. Mille cinq cent septante deux (1572) participants dont six cent nonante deux (692) hommes, huit cent quatre-vingts (880) femmes ont été formés sur la réussite d'une microentreprise à travers une bonne gestion.

Quatre cents jeunes ont bénéficié des formations professionnelles²⁸.

Filières	BAVIBA			BOGA			GETY			KASENYI			TOTAUX		
	F	H	TOT	F	H	TOT									
Secretariat Public	3	1	19	2	1	20	2	1	21	7	1	22	14	68	82
		6			8			9			5				
Coupe et couture	4	4	52	4	2	48	3	1	50	3	0	31	15	22	181
	8			6			4	6		1			9		
Menuiserie	0	0	0	0	1	12	0	1	10	0	6	6	0	28	28
					2			0							
Coiffure et esthétique	1	2	19	1	8	20	1	8	19	1	7	23	56	25	81
	7			2			1			6					
Boulangerie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9	9	18	9	9	18
Savonnerie	4	6	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4	6	10
TOTAL	7	2	100	6	4	100	4	5	100	6	3	100	24	15	400
	2	8		0	0		7	3		3	7		2	8	

²⁶ Document du projet, pp.31-32.

²⁷ Rapport trimestriel janvier à juin 2022, p.7.

²⁸ Rapport annuel 2022, pp.8-10.

Source : Rapport narratif 2022.

II.2.1.2. Effets induits par les activités

Les formations ont permis aux bénéficiaires de développer l'esprit d'entrepreneuriat et réduire les risques pour ces jeunes d'adhérer dans les groupes armés et malfrats. Elles ont contribué aussi à renforcer progressivement la cohésion sociale au sein des communautés du fait que les jeunes à risques, les femmes et les membres des communautés se sont côtoyés durant les quatre mois des formations et ont ainsi noué des relations²⁹.

II.2.1.3. Limites des activités

Les limites constatées à ce niveau sont :

- Le non-respect du calendrier des travaux HIMO n'a pas facilité la réinsertion des jeunes bénéficiaires directement après les formations professionnelles ;
- La somme d'argent dédié (200 USD) pour chaque bénéficiaire était jugée insuffisante et n'a pas permis l'acquisition des matériels et équipements pour certaines filières entre autres de l'informatique, savonnerie, boulangerie et Menuiserie à cause du prix élevé de certains matériels et de la hausse de prix sur les marchés.

II.2.2. Les microentreprises, associations et coopératives sont créées et gérées de manière inclusive et durable

II.2.2.1. Réalisations du projet

Le projet a organisé les formations professionnelles pour 400 bénéficiaires dans les quatre sites du projet. Ces formations ont été dispensées dans les 4 bâtiments/salles de formations construites en dur en raison d'un bâtiment par zone. Les formations des jeunes ont été sanctionnées par une évaluation finale (jury) et la remise des brevets de qualification professionnelle par l'Institut National de Préparation Professionnelle (INPP).

Les critères de sélection de ces bénéficiaires ont été validés en collaboration avec les communautés. Pour être bénéficiaire, il fallait être Sans emploi, être toxicomane, être jeune fille ayant fait partie d'un groupe de miliciens, avoir un âge entre 18 à 35 ans, être résident dans la zone et n'ayant pas bénéficié d'interventions humanitaires dans le passé³⁰.

Le projet a également fourni des matériels pédagogiques par filière choisie. Il s'agit de :

- 5 ordinateurs par zones de projet avec une imprimante et des cartouches, plus un groupe électrogène et le carburant ;
- 80 machines à coudre en raison d'une machine pour deux apprenants, les intrants (étoffes) pour les exercices pratiques, le lubrifiant, du fil à coudre, un fer à repasser, des braises ;
- 12 miroirs pour 4 zones et les intrants pour la coiffure et Esthétique mixte.

En plus de ces matériels, le projet a doté les centres des formations de panneaux solaires et d'accessoires pour faire fonctionner les tondeuses électriques, des rabots, des scies, des marteaux, des serre-joints, des presses à mains, des clous, des planches, des fours pour la production de pains, de la farine, des plateaux, des moules, des braseros, du bois de chauffages, des tabliers de cuisine, du matériel et des ingrédients de fabrication de savon ainsi que des modules pour apprenants et formateurs.

Les 400 bénéficiaires qui ont fini la formation professionnelle ont reçus des subventions chacun de 200 USD. Après un plaidoyer des groupements agricoles, les communautés leurs ont octroyés 23 lopins de terre à Boga, Gety, Baviba et Kasenyi³¹.

²⁹ Bénéficiaires des formations professionnelles, entretiens, du 14 mars au 04 avril 2023.

³⁰ Rapport trimestriel janvier à juin 2022, p.8.

³¹ Rapport trimestriel janvier à juin 2022, p.8.

Pour permettre aux bénéficiaires de jouir paisiblement de leurs terres, tous les espaces ont été sécurisés par des actes de cession dûment signés par les chefs locaux des communautés bénéficiaires et approuvés par les chefs de chefferie/secteur selon le cas.

De plus, le projet a doté les bénéficiaires de 20 machines simples grand format (mixeurs de feuilles de manioc et mixeurs d'arachide) dans les sites de Boga, Gety, Kasenyi et Baviba/Olongba.

II.2.2.2. Effets induits par les activités

Les différents types de machines/moulins acheminés et installés dans la zone permettront aux membres des communautés de réduire les distances parcourues pour faire transformer les produits de leurs champs collectifs et individuels. Ceci évitera également aux femmes d'être exposées à diverses tracasseries et à l'extorsion dont elles ont été longtemps victimes dans la zone.

Dans le souci d'appuyer les communautés à relancer l'économie locale de producteurs agricoles, ces machines permettront à ces derniers de passer de la transformation traditionnelle à la transformation mécanisée. Les hangars pour abriter ces machines sont dans la phase de finalisation³².

L'argent reçu à l'issue des formations a permis aux bénéficiaires de mettre en place des activités génératrices des revenus. Sur 236 bénéficiaires interrogés, 149 soit 63,13% ont confirmé avoir mis en place des activités génératrices de revenus³³.

II.2.2.3. Limites des activités

Les limites ci-après ont été observées :

- La durée des formations étaient courtes (4 mois) au regard des filières choisies ;
- Certains bénéficiaires se sont fait représenter par des tiers durant les formations ;
- Les formations professionnelles organisées n'ont pas prévu un temps d'apprentissage et d'accompagnement des bénéficiaires ;
- Les matériels de formations n'étaient pas suffisants au regard de l'effectif des entrepreneurs ;
- Certains membres des comités locaux de suivi se sont présentés comme bénéficiaires dans les formations ;
- Certains agents ont accaparé des matériels de formation laissés par le projet ;
- Les salles de formation n'avaient pas la capacité d'accueillir l'ensemble des bénéficiaires ;

Le projet n'a pas prévu de renforcer les capacités des bénéficiaires sur la maintenance des machines, d'où une remise en cause de leur durabilité. De plus, certaines machines étaient de mauvaise qualité.

Par ailleurs, les membres des groupements agricoles évoquent la mauvaise qualité de la semence dont ils ont bénéficié. Certains groupements prétendent n'avoir pas bénéficié d'outils de travail qui auraient été fournis par le projet³⁴.

³² Rapport trimestriel janvier à juin 2022, p.8.

³³ Données obtenues des entretiens avec les bénéficiaires des formations.

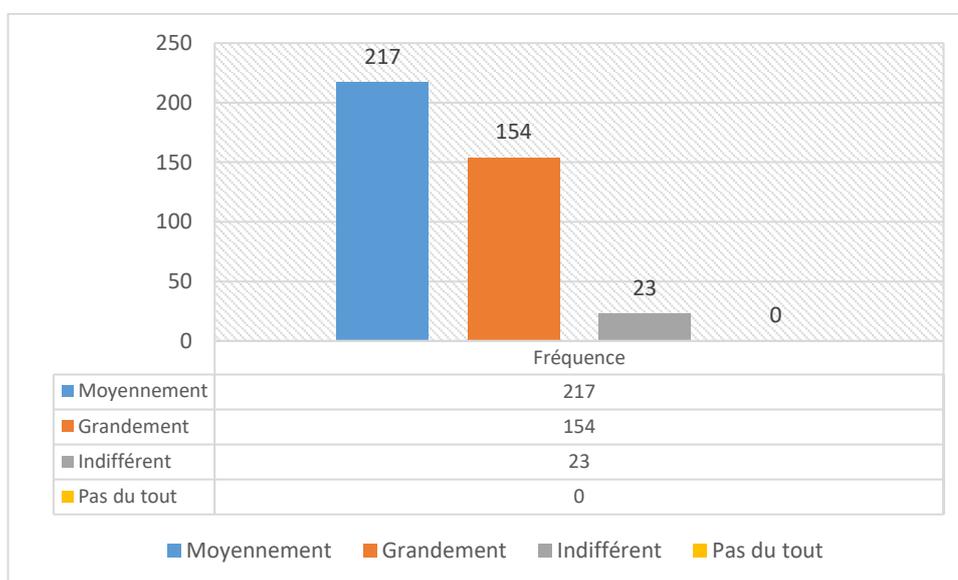
³⁴ Membres des groupements agricoles, entretiens, du 18 mars au 04 avril 2023.

III. APERCU GLOBAL SUR LE PROJET

III.1. PERTINENCE

De ce qui précède, il ressort que le projet a répondu aux besoins et priorités des communautés, exprimés en termes de prise en charge des vulnérables. En effet, les formations professionnelles organisées et les appuis financiers individuels et collectifs contribuent au renforcement de la résilience des communautés et plus particulièrement des jeunes à risque dans le cadre de la stabilisation et réduisent ainsi le risque que ces derniers rejoignent les groupes armés. Questionnés à ce sujet lors des enquêtes quantitatives, 217 personnes, soit 55,08% des enquêtés expriment leur satisfaction et confirment que le projet a contribué moyennement à répondre aux besoins des communautés. 154 personnes, soit 33,09% trouvent que le projet a grandement contribué à leur résilience. Seulement 23 personnes, soit 5,84% sont restés sans avis (indifférents).

Figure 10: Opinion des communautés sur la contribution du projet à la réponse des besoins locaux



Source : enquêtes terrain.

S'agissant de la stratégie de mise en œuvre, le projet a inclus et fait participer les différentes couches de population dans l'identification et la priorisation des besoins des communautés³⁵. A travers l'approche participative, inclusive et sensible au genre adoptée dans la mise en œuvre des activités, le projet a facilité les rencontres entre les femmes des différentes communautés. Cette approche a permis d'impliquer les hommes au processus de promotion de droits de la femme dans la zone d'intervention³⁶. Les réunions de coordination, les missions de suivis organisés ainsi que les comités locaux de suivi ont permis une bonne compréhension des approches du proche et la synergie dans l'intervention. Cette implication des autorités locales et des différentes catégories des couches (femme, société civile, jeunesse, etc) dans les comités de suivi a facilité la participation et l'inclusivité dans le suivi et la mise en œuvre des activités, lesquelles ont contribué à adapter la stratégie d'intervention du projet au contexte et besoins locaux³⁷.

³⁵ Radio Pax UMOJA, entretien, le 19 mars 2023 à Gety.

³⁶ Conseillère du gouverneur de l'Ituri en charge du genre, entretien, le 30 mars 2023 à Bunia.

³⁷ Les membres des comités locaux de suivi, entretiens, du 18 mars au 03 avril 2023 dans les quatre sites du projet.

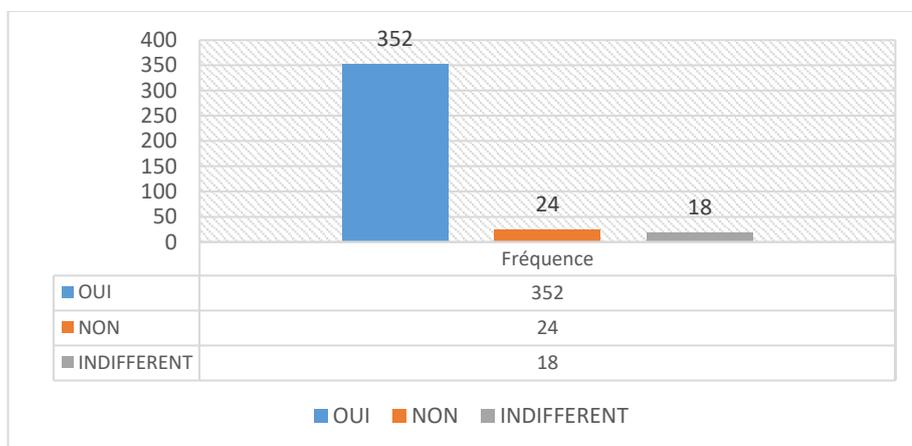
Néanmoins, il sied de reconnaître que la logique d'intervention³⁸ et l'évaluation des besoins concernant les infrastructures a présenté certaines lacunes dont entre autres la non prise en compte du contexte environnement, la disponibilité des matériaux, la sous-estimation des coûts ayant conduit aux déficits budgétaires.

III.2. EFFICACITE

L'examen des activités démontre que celles-ci ont toutes bien été mises en œuvre. Les activités réalisées ont contribué à l'atteinte progressive des objectifs du projet. Globalement, l'implication des jeunes, des femmes et autres couches de la population dans les travaux HIMO ainsi que dans les mutuelles de solidarité et les groupements agricoles a favorisé le rapprochement, la connaissance et l'acceptance mutuelle entre ces personnes, contribuant ainsi à la cohésion sociale. Les formations organisées et les appuis financiers ont aidé les bénéficiaires à être outillés en informatique, menuiserie, à la coupe-couture, au salon de coiffure, à la fabrication artisanale de savons barres ainsi qu'à la production de pain et beignets et ont permis d'acquérir des connaissances sur la culture d'épargne, l'entrepreneuriat, la culture civique et la paix, la tolérance et respect mutuel³⁹.

Les appuis financiers individuels à travers les subsides reçus après les travaux HIMO et les appuis en AGR après les formations ainsi que les appuis collectifs dont ont bénéficiés les membres des mutuelles des solidarités (fonds de roulement) et des groupements agricoles (les différentes machines reçues) ont contribué progressivement à renforcer la résilience économique des bénéficiaires et des autres membres des communautés ainsi que la cohésion sociale dans la zone d'intervention du projet. Comme le montre les graphiques ci-dessous, 352 répondants soit 89,34% ont confirmé que les travaux HIMO ont été profitables aux communautés, 24 soit 6,09% ont été contre et 18 soit 4,57 % ont été indifférents.

Figure 11: Opinion des membres des communautés sur les travaux HIMO

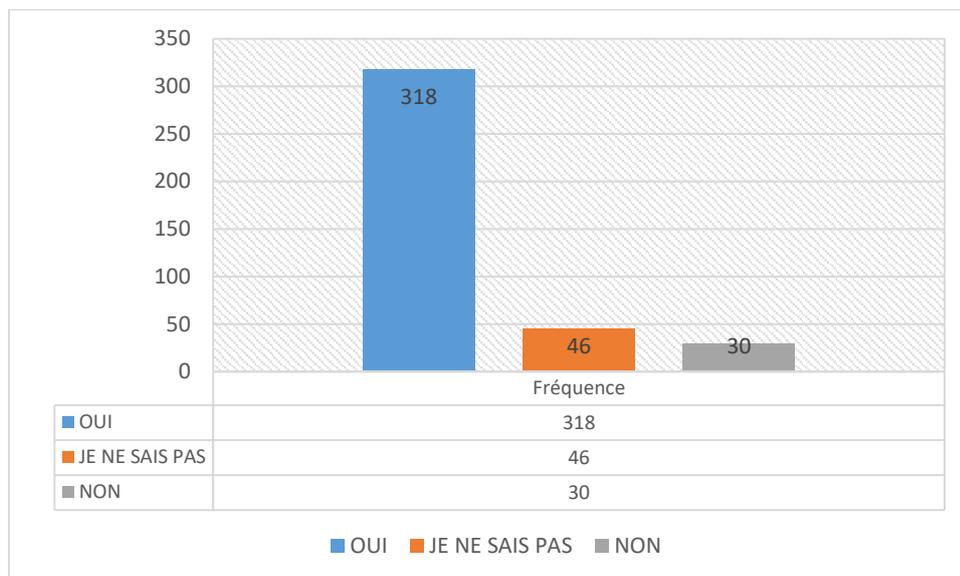


Source : enquêtes terrain.

³⁸ Les bénéficiaires devaient suivre le processus : Formation-Himo – AGRs – Muso : chose qui n'était pas réalisée

³⁹ Les parties prenantes, entretiens, du 13 mars au 04 avril 2023 à Bunia et dans la zone d'intervention du projet.

Figure 12: Opinion des communautés sur l'inclusivité et la participation dans la sélection des bénéficiaires

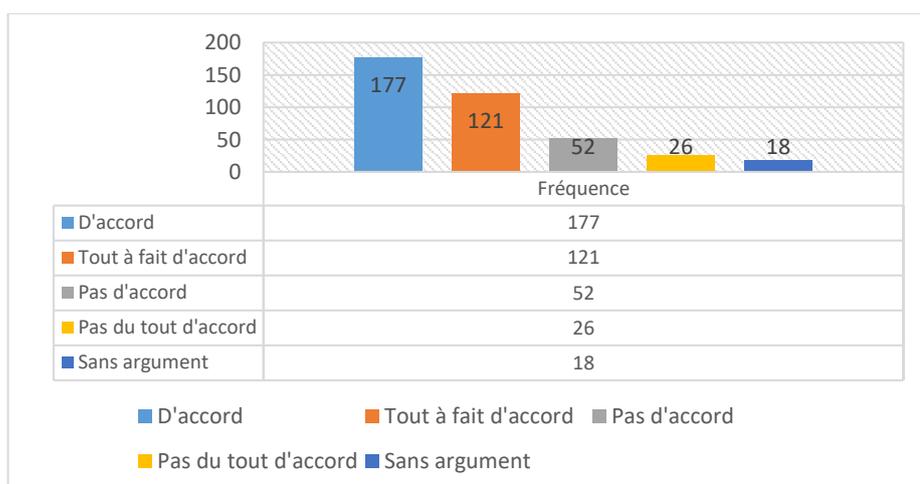


Source : enquêtes terrain.

Commentaire : il ressort de ce graphique que le processus de la sélection des bénéficiaires des travaux HIMO a été inclusifs et participatifs.

Le projet a permis aux jeunes de créer leurs propres unités de production, ce qui a réduit le risque pour ces jeunes bénéficiaires, à adhérer aux groupes armés et contribué à la diminution de l'insécurité dans la zone d'intervention du projet⁴⁰. Dans ce sens, sur 394 répondants, 177 soit 44,92% sont d'accord que les ex-combattants ne sont plus source d'insécurité dans la zone, 121 soit 30,71% sont tout à fait d'accord, 52 soit 13,19% ne sont pas d'accord, 26 soit 6,59% ne sont pas du tout d'accord, 18 soit 4,56 % se sont abstenus/sans réponse.

Figure 13: Perception des communautés sur les ex-combattants réintégrés comme source d'insécurité



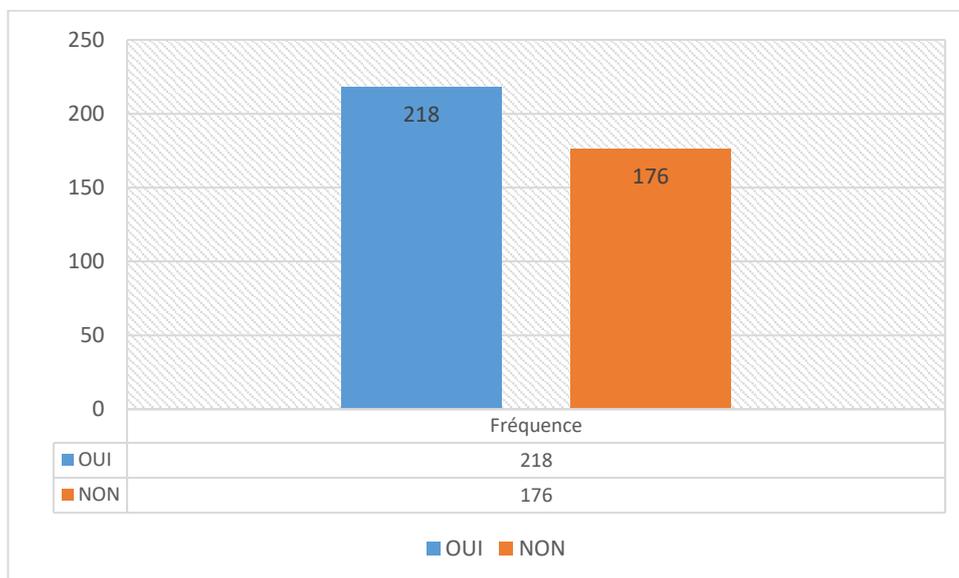
Source : enquêtes terrain.

Les formations organisées ont motivé les membres des communautés à développer l'esprit d'épargne et à adhérer dans les groupes solidaires. Ainsi, sur 394 répondants, 218 soit 55,33% ont

⁴⁰ Bénéficiaires des travaux Himo et formations professionnelles, entretiens, du 18 mars au 03 avril 2023.

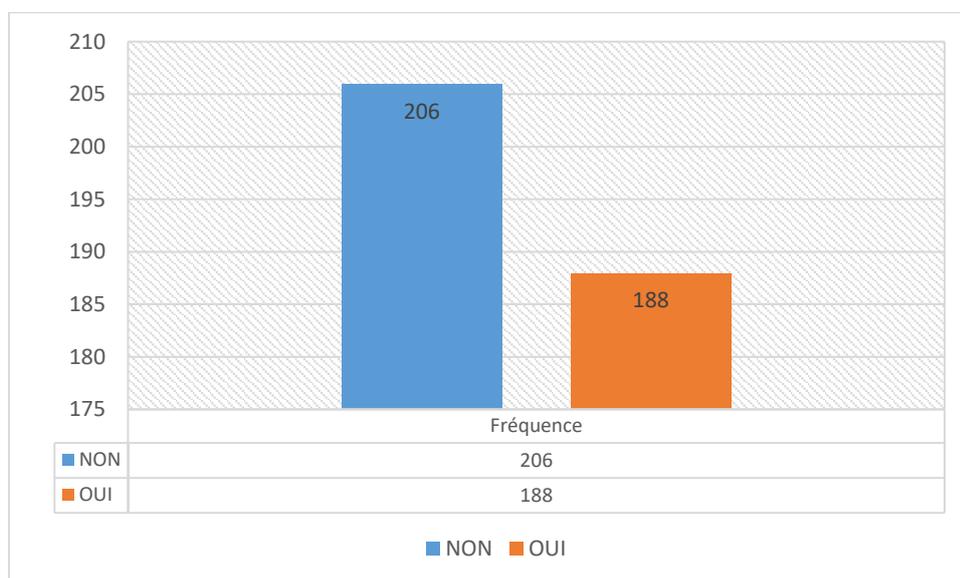
affirmé avoir commencé à épargner grâce aux formations et sensibilisations dans la zone d'intervention du projet et 176 soit 44,67% n'ont pas encore d'épargne.

Figure 14: Nombre de répondants ayant constitués ou pas d'épargnes



Source : enquêtes terrain.

Figure 15: Nombre de répondants ayant adhéré aux MUSO



Source : enquêtes terrain.

Commentaire : Il ressort de ce graphique que 206 répondants soit 52,28% ont adhéré aux mutuelles de solidarité et 188 soit 47,72% n'ont pas adhéré aux mutuelles de solidarité.

S'agissant des facteurs externes ayant constitué des obstacles à la réalisation des activités du projet, l'on peut mentionner la présence active de l'ADF qui a occasionné des morts, des pillages, des destructions et incendies de maisons, de véhicules ainsi que des déplacements massifs de la population. Cela a retardé le démarrage du projet dans la Chefferie de Bahema Boga. L'insécurité dans la zone de Baviba caractérisée par l'affrontement entre les éléments de la milice FRPI et ceux de FPIC

Témoignage d'un bénéficiaire du projet, le 04 avril 2023 à Kasenyi : « La construction du pont Kiseghe est une bonne chose pour nous car elle va contribuer à la baisse des prix des denrées alimentaires à Kasenyi. Ce pont permettra de désenclaver et de connecter Kasenyi avec les Villages environnant entre autres Mushanga, Nyamavi, Tagba, Kapuru, Tshitsha qui ravitaillent Kasenyi en produits agricoles et poissons ».

dit CHINI YA KILIMA a impacté négativement l'accès aux zones cibles du projet et le respect strict de plan de travail. Cependant, la collaboration des autorités et des membres des communautés a permis la sécurisation de l'équipe du projet durant l'implémentation. Les études réalisées durant la phase préparatoire ont été conduites dans un contexte sécuritaire plus ou moins stable dans la Chefferie des Walendu Bindi et Secteur des Bahema Sud. Sauf la Chefferie des Bahema Boga présentait une situation sécuritaire assez volatile à cause des attaques

des ADF-Nalu et leurs alliés dans la zone⁴¹.

En outre, l'institution de l'état de siège en Ituri pour faire face à l'insécurité et aux crises récurrentes entre l'Assemblée et le Gouvernement provincial a eu comme conséquence la substitution des autorités civiles par les militaires et policiers de l'administration en général. Et la transition entre le STAREC et P-DDRCS. Cela a impacté négativement le planning du projet et a nécessité des activités de sensibilisation/harmonisation sur les nouvelles dynamiques de l'approche.

Au niveau programmatique, il s'est observé une interdépendance de certaines activités occasionnant des retards dans la mise en œuvre de celles-ci. La logique d'intervention du projet comporte beaucoup de faiblesses et a eu des conséquences sur la performance attendue.

III.3. EFFICIENCE

La suspension du projet pendant presque dix mois ainsi que les révisions effectuées ont impacté sur le délai du projet. Parlant des ressources du projet, elles ont été bien utilisées et ont contribué à l'atteinte progressive des résultats. Néanmoins, les ressources financières disponibles n'ont pas été suffisantes au regard de la complexité démographique et géographique de la zone d'intervention. Certaines activités ont connu des dépassements budgétaires. OIM a dû recourir à ses propres fonds pour couvrir certains dépassements et d'autres ont été couverts par les reliquats de certaines lignes budgétaires du projet. Cela met également en exergue la flexibilité et la capacité d'adaptation de l'OIM.

Les délais de la mise en œuvre des activités n'ont pas été rationnels et respectés⁴². Les travaux HIMO ont pris plus de cinq (5) mois plutôt que trois (3) mois initialement prévus. Le paiement des travailleurs ainsi que leurs prises en charge ont connu du retard et de l'iniquité⁴³. Le problème des fournisseurs locaux qui n'avaient pas des comptes bancaires n'a pas facilité l'acheminement des matériaux et la réalisation des travaux dans le temps.

La lourdeur administrative dans le décaissement des fonds ainsi que les transactions bancaires a été signalée à tous les niveaux comme étant facteurs de retard.

S'agissant des ressources matérielles, les machines dotées n'ont été opérationnelles que vers la fin du projet⁴⁴.

III.4. IMPACT

La valeur fondamentale du projet « est d'avoir contribué d'abord à injecter la masse monétaire au sein des économies rurales dans sa zone d'intervention à travers les appuis en AGRs individuelles et le paiement des travaux HIMO. Ensuite, la construction des infrastructures notamment les ponts à

⁴¹ Odimo Lokombe Pierre, *Conflicts majeurs au Sud Irumu : Causes, conséquences, acteurs de paix et mécanismes de paix*, Rapport d'étude appuyé par Trocaire, Octobre 2021.

⁴² Parties prenantes, entretiens, du 14 mars au 03 avril 2023 à Bunia et dans la zone d'intervention du projet.

⁴³ Certains travailleurs ont travaillé moins de jours pour être payé de la même manière que tous

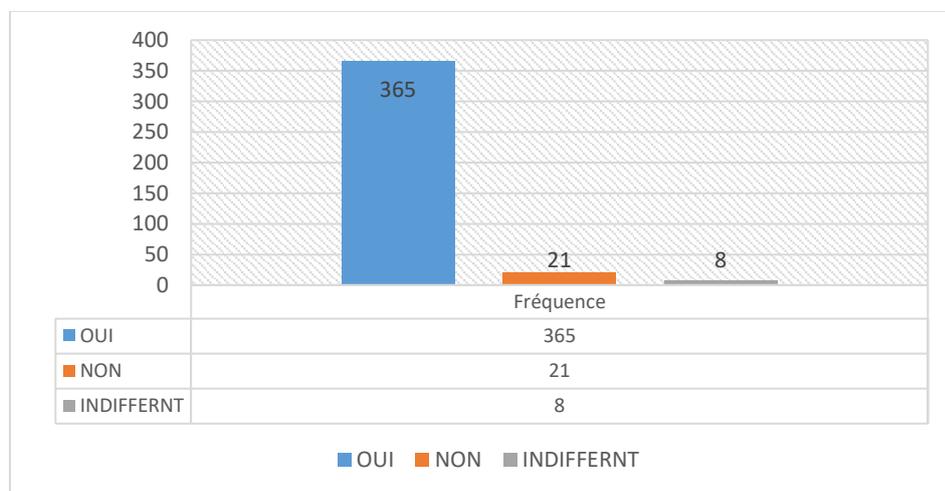
⁴⁴ Parties prenantes, entretiens, du 14 mars au 04 avril 2023 à Bunia et dans la zone d'intervention du projet.

Baviba/Olongba et Kiseghe a contribué à désenclaver certaines entités et faciliter les échanges économiques ainsi que la circulation des personnes.

Les formations professionnelles organisées ont permis aux jeunes garçons et filles à risques ainsi que les femmes, d'apprendre les métiers et mettre en place des petites entreprises telles que les salons des coiffures, des pharmacies, Ateliers de couture, secrétariat public et autres afin de subvenir aux besoins quotidiens de leurs ménages. Celles-ci ont créées l'émulation auprès des autres jeunes et membres des communautés et ont permis à ces derniers de comprendre qu'il est possible de gagner la vie honnêtement et en dehors des groupes armés.

La redynamisation et la création des MUSO ainsi que les appuis techniques apportées à ces structures en termes de formation et d'argent ont contribué non seulement à outiller les membres sur la gestion de ces structures mais aussi et surtout a contribué progressivement à instaurer la culture d'épargne et des travaux en groupes. Les rencontres organisées dans le cadre des mutuelles de solidarité et les groupements agricoles ont permis de renforcer la cohésion sociale et le rapprochement avec les autorités locales. Certaines autorités ont pris part aux réunions des groupements agricoles et d'autres ont octroyé des espaces pour la production agricole. Les dotations en machines vont permettre aux membres des communautés de transformer leurs produits agricoles sur place et ainsi augmenter leur valeur marchande. La présence de ces machines permet de réduire les distances parcourues jadis pour accéder aux moulins. D'après les témoignages des femmes, cela réduit les risques de kidnapping et de viols auxquels elles étaient exposées. Concernant la contribution du projet à la cohésion sociale, les enquêtes montrent les résultats ci-après :

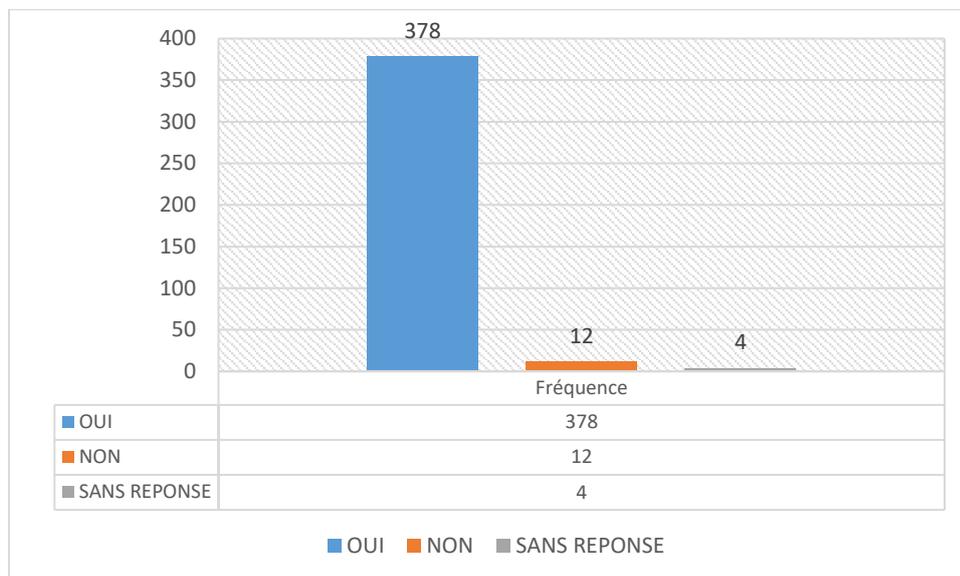
Figure 16: Opinion des communautés sur la contribution du projet au renforcement du tissu social au sein des communautés



Source : enquêtes terrain.

Commentaire : Il ressort de ce graphique que 365 répondants soit 92,64% sont d'accord que le projet a contribué au renforcement du tissu social au sein des communautés, 21 soit 5,33% ne sont pas d'accord et 8 soit 2,03% sont indifférents.

Figure 17: Opinion des membres des communautés sur le sentiment d'être en harmonie avec les autres membres d'autres communautés



Source : enquêtes terrain.

Commentaire : Il ressort de ce graphique que 378 sur 394 répondants soit 95,94% ont le sentiment d'être en harmonie avec les membres des autres communautés, 12 répondants soit 3,05% estiment ne pas l'être et 4 soit 1,02% se sont abstenus.

Les formations et sensibilisations organisées dans le domaine du genre ont éveillé la conscience des femmes sur leurs droits et ces dernières ont commencé progressivement à prendre la parole devant les assemblées locales et jouent, dans certaines localités, le rôle de premier plan. Tel est le cas à Boga d'une femme qui est élue au sein du comité directeur de coordination de la société-civile de Boga et comité de médiation au Territoire d'Irumu. Les sensibilisations menées dans ce cadre ont contribué aussi progressivement à une prise de conscience de la part des hommes sur les droits de la femme. On note également un changement dans la communauté à l'égard des femmes⁴⁵.

III.5. DURABILITE

La construction des infrastructures, la mise en place des mutuelles de solidarité et des groupements agricoles, les dotations des différents moulins ainsi que le transfert de compétence à travers les formations professionnelles et les formations en genre constitueraient des acquis pour la pérennisation du projet. Les formations professionnelles ont créé une émulation au sein des membres des communautés et les ont motivés à renforcer leur capacité en pratique professionnelle. Dans le Groupement de Olongba, les autres jeunes non ciblés par le projet se sont organisés avec l'appui des autorités locales et poursuivent avec les formations professionnelles. Les activités génératrices des revenus créées par les bénéficiaires du projet grâce aux appuis financiers et les formations professionnelles organisés grâce au projet démontrent l'appropriation de ses acquis au niveau local.

Nonobstant les effets positifs des formations professionnelles organisées dans le cadre du projet, la courte durée de cette activité n'a pas facilité l'apprentissage et une bonne assimilation des matières développées. S'agissant des AGRs individuelles, en l'absence d'un suivi rapproché des bénéficiaires, leurs durabilités risqueraient d'être compromises. Avec les unités de transformation installées en faveur des groupements agricoles, les produits seront transformés et vendus avec une valeur ajoutée et procureront un avantage financier aux producteurs. Cependant, l'insuffisance de

⁴⁵ Radio Pax UMOJA, entretien, le 19 mars 2023 à Gety.

mécanisme de suivi, de maintenance des machines et des textes de base pour la gestion de ces unités de transformation donneraient lieu à des conflits d'intérêt entre les membres et les comités de gestion.

III.6. COHERENCE

Le projet s'est nourri des approches menées dans le cadre de la Stratégie Internationale de Soutien à la Sécurité et à la Stabilisation pour l'Est de la RDC (ISSSS), notamment de ses piliers 4 et 5 qui concernent le Retour, Réintégration et Relance économique ainsi que le volet Femme, Paix et Sécurité. Cette stratégie est conçue pour soutenir la mise en œuvre du Plan de stabilisation et de reconstruction (STAREC) de la RDC. Ce Plan de Stabilisation intervient aussi bien au niveau institutionnel, communautaire qu'individuel en cherchant à reconstruire des liens forts de confiance entre les communautés. L'approche proposée par le projet visait à renforcer la cohésion sociale dans les provinces de l'Est de la RDC à travers une amélioration de l'accès aux services sociaux de base et de la relance de l'économie⁴⁶. Concernant le P-DDRCS, ce programme est récent mais le projet rencontre son Pilier 3 relatif au relèvement communautaire⁴⁷. De ce fait, le projet affiche une cohérence avec les stratégies, politiques et programmes nationaux en matière de cohésion sociale.

S'agissant de la synergie avec les autres projets dans la zone, le projet a interagi avec le projet de dialogue démocratique exécuté par l'ONG ACIAR dans la zone et financé par le même bailleur de fonds pour identifier les infrastructures communautaires en fonction des besoins de renforcement de la cohésion sociale et la relance socioéconomique des jeunes à risque.

III.7. FORCES, FAIBLESSES ET LECONS TIREES DU PROJET

III.7.1. Forces du projet

L'une des forces majeures de ce projet est la coordination des activités et la collaboration professionnelle entre les parties prenantes. Dans sa stratégie de mise en œuvre, le projet a adopté une approche inclusive, participative et adaptative au contexte et dynamique des conflits dans sa zone d'intervention. Le projet a bénéficié de l'implication et engagement des parties prenantes durant les différentes phases d'exécution des activités prévues y compris leurs changements. La flexibilité du bailleur face au changement a facilité la performance des partenaires des mises en œuvre. OIM a recouru à ses propres fonds pour suppléer à des dépassements budgétaires de certaines activités.

Par ailleurs, les infrastructures construites entre autres le stade de Gety et les ponts de Baviba et de Kiseghe faciliteront la fréquentation entre les membres des communautés et les activités socio-culturelles nécessaires pour réduire les tensions et méfiances entre les membres des différentes communautés dans la zone d'intervention du projet. Les comités de suivi locaux mis en place dans les quatre sites ont permis une synergie entre les partenaires de mise en œuvre, les communautés et les autorités locales.

Dans le même cadre, l'intégration d'un paquet d'activités spécifiques au genre était une de grande valeur ajoutée pour ce projet au-delà des aspects transversaux.

III.7.2. Faiblesses

A la suite des entretiens et observations sur terrain, les faiblesses suivantes ont été remarquées dans la mise en œuvre des activités :

- Le volet cohésion sociale était un peu isolé faute du temps qu'a pris la construction des infrastructures ;

⁴⁶ Document du projet, p.13.

⁴⁷ Attaché en charge de suivi PDDRC-S, entretien, le 30 mars 2023 à Bunia.

- La faible transparence dans le processus de sélection de bénéficiaire du projet. Certains chefs locaux et leaders ont influencé d'une manière ou d'une autre le processus de sélection de bénéficiaires ainsi que le choix des fournisseurs locaux ;
- La courte durée de la formation et l'insuffisance de planification de suivi des AGR individuels ;
- Le déficit de planification de formation pour la maintenance des machines dotées aux groupements agricoles ;
- L'insuffisance du mécanisme de suivi des recommandations issues des réunions de coordinations et missions de suivis ;
- Le retard dans la mise en œuvre des certaines activités au regard du plan de travail annuel ;
- L'insatisfaction des certains bénéficiaires à la suite du retard procédural ;
- Le dépassement budgétaire dû aux insuffisances techniques ;
- La faible qualité de certains matériels de la radio Boga ;
- La logique d'intervention qui n'a pas été respectée ;
- L'insuffisance de consultation des services techniques dans le processus de construction ;
- L'appui individuel et pécuniaire vers la fin du projet (100\$ et 200\$) n'ont pas permis l'efficacité dans le suivi des bénéficiaires ;
- Manque de temps additionnel constitue un obstacle à la durabilité de ce bon projet.

Dans sa conception, les faiblesses suivantes ont été remarquées :

- Faible consultation de la partie technique dans la budgétisation entraînant la sous-évaluation de certaines activités clés du projet entre autres des infrastructures à construire ;
- Faible prise en compte des paramètres relatifs à la fluctuation des prix des matériaux de construction dans la budgétisation ;
- La durée courte du projet au regard des activités prévues.

III.7.3. Leçons tirées

L'analyse des données de terrain et l'observation démontrent que :

- L'intervention fondée sur la transparence et l'approche « Pour la communauté, avec la communauté, dans la communauté et par la communauté » renforce l'adhésion et l'appropriation du projet par les communautés locales. Cependant, cette approche communautaire basée sur la consultation, l'inclusion et la participation représente des coûts substantiels induits par les nombreuses concertations et participations d'acteurs communautaires divers. Tout de même, la transparence, la participation et l'inclusion des communautés dans la mise en œuvre du projet, peut dans certaines circonstances être instrumentalisée par certains acteurs locaux et pour des intérêts contraires à ceux du projet. Une grande prudence est donc fortement recommandée et si possible, faire signer chaque fois que nécessaire, des procès-verbaux pour encadrer leurs engagements ;
- Les projets de stabilisation accordent beaucoup d'espace aux autorités politiques et administratives, ce qui crée une certaine dépendance du projet et une primauté de la volonté des autorités sur celle de bénéficiaires (cas de l'identification de sites pour l'installation de machines) ;
- La bonne collaboration et bonne coopération avec les autorités locales, les leaders communautaires ainsi que les membres de la société civile sont les meilleures stratégies pour faciliter la bonne mise en œuvre des activités du projet. Les Comités locaux de suivi de la mise en œuvre du projet dans chaque localité ont été d'excellents leviers d'une meilleure implication des communautés dans le projet ;

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Les activités réalisées par le projet « Appui à la cohésion sociale et la résilience économique de communautés affectées par la Force de Résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI) » ont contribué au maintien de l'accalmie et des acquis du projet « Pamoja kwa Amani », en français « Ensemble pour la paix », pendant cette longue période de transition dans le cadre du processus de paix FRPI dans la région du Sud Irumu. Les activités des HIMO, des formations professionnelles des MUSO, AGR ont permis l'encadrement des jeunes à risque et les autres membres des communautés. Le projet a également permis de créer une ouverture pour l'intégration du genre et la fréquentation entre les différentes communautés voisines dans les zones ciblées par le projet.

Cependant, le degré d'acceptation élevé ainsi que le résultat atteint démontrent la pertinence du projet « Appui à la cohésion sociale et la résilience économique de communautés affectées par la FRPI » aussi bien pour les autorités que les communautés locales. Néanmoins, sa durée et son budget n'ont pas été à la hauteur des attentes placées en lui. Partant de ce fait, les recommandations suivantes sont formulées :

➤ **Recommandations adressées aux autorités nationales, provinciales et locales**

- Prendre conscience du caractère durable des interventions de la stabilisation dans la région ;
- Allouer les ressources nécessaires pour assurer l'accompagnement et suivi technique des activités de formations professionnelles des jeunes à risque ;
- S'approprier le mécanisme de suivi à travers le comité local de suivi de projet pour une meilleure appropriation des initiatives de stabilisation au niveau local ;
- Assurer le recyclage des animateurs des entités territoriales décentralisées (ETD) sur les notions essentielles de planification pour renforcer l'objectivité et l'efficacité dans l'appréciation des actions des partenaires de mise en œuvre ;
- Prendre les dispositions nécessaires pour la pérennisation des formations reçues par les jeunes, les infrastructures construites, les machines ainsi les groupes agricoles et les mutuelles de solidarité ;
- Tirer des leçons sur les forces et faiblesses du projet pour améliorer les prochaines interventions similaires ;
- Prioriser la capitalisation des acquis dans la nouvelle programmation pour éviter de remettre en cause les efforts considérables consentis dans ce projet ;
- Décourager le conflit d'intérêt entretenu par certains décideurs dans les zones d'interventions pour renforcer la transparence et garantir la sensibilité au conflit.

➤ **Recommandations adressées aux bailleurs**

- Inscrire les projets similaires sur une durée plus longue (3-5 ans avec une présomption de continuation) avec un budget conséquent est souhaitable ;
- Prévoir des visites dans les zones d'intervention pour palper les résultats du terrain ;
- Consolider les acquis du projet par d'autres projets à venir ;
- Exiger une stratégie efficace de pérennisation avant l'approbation de projet pour les activités de réinsertion socio-économique.

➤ **Recommandations adressées au secrétariat technique fonds de cohérence (SSU et PDDRCS)**

- S'assurer de la qualité du rapport de l'étude technique avant d'autoriser le démarrage des constructions ou réhabilitations programmées ;
- Développer d'une manière détaillée les éléments sur les questions de durabilité, d'appropriation locale et provinciale dès le début du projet et construire la stratégie d'intervention sur cette logique ;
- Renforcer la rigueur sur le respect de plan opérationnel tout en réduisant le risque du changement tardif des activités qui peut entraîner le retard dans la procédure administrative ;

- Mettre en place une stratégie d'engagement politique/Compact concertée sous la responsabilité de l'autorité provinciale en vue de suivre progressivement la réalisation des engagements et responsabilités de l'Etat à toutes les étapes d'implémentation du projet ;
- Privilégier les instances des coordinations provinciales pour régler les insuffisances des actions des partenaires de mise en œuvre en vue d'anticiper les tensions dans la zone d'intervention ;
- Renforcer l'encadrement des missions des comités techniques de suivi et développer les termes de référence clairs sur les rôles que doit jouer chaque membre de la délégation ;
- Exiger la représentation de partenaires dans la zone d'intervention pour améliorer le suivi régulier et maintenir la communication permanente avec les communautés ;
- Expliquer le contenu du concept « Pour la communauté, avec la communauté, dans la communauté et par la communauté » dans un cycle de planification et de la mise en œuvre en vue d'anticiper la confusion chez les parties prenantes ;
- Analyser le budget des partenaires pour anticiper les défis liés aux sous-estimations budgétaires ;
- **Recommandations adressées au consortium (OIM, Trocaire et Caritas)**
- Prioriser les mécanismes de pérennisation du projet et inclure le coût lié à son développement dans le budget du projet ;
- Mener des plaidoyers pour la continuité du projet afin de consolider ses acquis ;
- Trouver un mécanisme rationnel et adapté pour contourner la lourdeur administrative ou faire recours au service externe/intermédiaire pour la gestion efficace des bénéficiaires HIMO ;
- S'appuyer sur les évaluations techniques préalables pour budgétiser les activités complexes afin d'éviter la sous-estimation des coûts ;
- Respecter les étapes des procédures de passations de marchés en vue d'éviter les conflits d'intérêts entre les fournisseurs dans la zone d'intervention ;
- Tenir compte de la logique d'intervention dans la planification des activités clés du projet ;
- Elaborer et valider un document d'orientation précisant les rôles et les limites de chaque partie et intervenant avant le démarrage du projet ;
- Reproduire et afficher les extraits du manuel de procédure de fonds de cohérence au niveau des ETD pour renforcer la compréhension des autorités locales sur les enjeux de passation de marché et de gestion des projets de stabilisation ;
- Allouer des ressources conséquentes en faveur des activités sur l'intégration genre ;
- Elaborer et valider un document d'orientation précisant les rôles et les limites de chaque partie et intervenant avant le démarrage du projet ;
- Décaisser les fonds destinés au refinancement de MUSO dans un délai raisonnable en vue de garantir le suivi de son utilisation ;
- Promouvoir le partenariat avec les organisations locales pour l'appropriation locale et le transfert de compétence dans la zone d'intervention ;
- Eviter la formulation de théorie changement basée sur l'interdépendance des activités lorsqu'on intervient dans une zone complexe et fragile ;
- Maintenir l'approche basée sur la consultation régulière pour bien cerner les besoins de communautés ;
- Revoir à la hausse l'enveloppe dédiée à la réinsertion économique des jeunes à risque tenant compte des coûts réels des kits de réinsertion selon les différentes filières ou définir un standard ;
- Eviter la livraison tardive des machines et des ouvrages ;
- Renforcer le mécanisme de coaching des utilisateurs des machines ;
- Produire une analyse approfondie sur les leçons tirées de sélection, de gestion des bénéficiaires et des travaux HIMO réalisés.
- **Recommandations aux communautés**

- Capitaliser les connaissances acquises dans les différentes formations et poursuivre avec les activités (des MUSO, AGR, Moulins) pour le renforcement de la cohésion sociale et de la résilience économique même après le projet ;
- Poursuivre les activités des champions ;
- Prendre des dispositions communautaires pour sécuriser et entretenir les infrastructures ainsi que les machines reçues.